

Prov

défense de Occident

OF MICHIGAN

SEP 11 1970

PERIODICAL
READING ROOM

AP

L'émascultation de l'Allemagne

Le plan Morgenthau. La dénazification

L'Allemagne et la Prusse. Le mythe de Willy Brandt

●

Maurice BARDECHE :

L'Europe et le phosphore

●

F.-H. LEM :

Rembrandt peintre de la lumière

●

A. BERNARDINI-SJCESTEDT :

L'Occident et la bataille de Lépante

●

Parution fin novembre

F.-H. LEM

*Sur les chemins
de la peinture :*

C È Z A N N E

La plus complète, la plus scientifique des études parues jusqu'à ce jour sur Cézanne : avec un calendrier de ses œuvres présentant une dotation entièrement nouvelle.

Avec 35 reproductions hors-texte.

Un volume in-16 Jésus, 220 pages 24 F

LES SEPT COULEURS

68, rue de Vaugirard, Paris (6^e) - C.C.P. 2182-19 Paris

Défense de l'Occident

Nouvelle série — 17^e année

Novembre 1969 — N^o 85

S O M M A I R E

Maurice BARDECHE : <i>L'Europe et le phosphore</i>	3
Michel RIMET : <i>Le Cancer prussien</i>	13
Jean-Yves COULON : <i>Le mythe de Willy Brandt</i>	25
XXX : <i>Le plan Morgenthau</i>	30
Dominique VENNÉ : <i>La dénazification</i>	41
F.-H. LEM : <i>Rembrandt, peintre de la lumière</i>	46
A. BERNARDINI-SJØESTEDT : <i>L'Occident et la bataille de Lépante</i>	53
CHRONIQUES :	
LES LIVRES DU MOIS (<i>Le Dossier Laval</i> de Claude Gounelle; <i>New-York entre de Gaulle et Pétain</i> de G. Fritsch-Estrangin; <i>L'Antisémitisme</i> de Bernard Lazare), par J.-P. ROUDEAU	77
CHRONIQUES DES ARTS : <i>Napoléon protecteur des arts; Vieira da Silva</i> , par F.-H. LEM	81
DOCUMENTS : <i>Le quatrième centenaire de Lépante</i>	87
<i>Faut-il détester Pompidou?</i>	92

13, rue des Montibœufs - PARIS (20^e) - CCP 65.35.65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement de
à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N°

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix numéro ordinaire : 3,75 F

Abonnements. — 1 an : 35,— F

Etranger : 1 an : 37,— F

Propagande : 50,— F et 100,— F

Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal
adressé à « Défense de l'Occident », 13, rue des Montibœufs
Paris-20° — C.C.P. 65-35-65 Paris.

Copyright by Les Sept Couleurs, 1969.

Maurice BARDECHE

L'Europe et le phosphore

Il est très utile de soumettre périodiquement à l'examen les idées des autres : il n'est pas moins utile d'y soumettre quelquefois celles auxquelles on est soi-même attaché.

On s'habitue trop facilement, surtout dans l'opposition, où les idées ne sont pas contrôlées par l'épreuve redoutable de la réalisation, à regarder comme définitives les épures qu'on a dessinées une fois sur le papier et qui, à un moment donné, représentaient une solution satisfaisante et même une solution qu'on jugeait parfaite. Mais les années passent, les situations évoluent insensiblement et le dessin idéal qu'on superposait autrefois à la réalité pour la corriger et lui donner une structure cohérente finit par ne plus s'adapter du tout à la réalité nouvelle dont les lignes ont bougé, dont les masses se sont réparties autrement et qu'on ne peut plus faire rentrer, même en la frappant à grands coups de marteau, dans les cadres qu'on avait préparés pour recevoir une matière différente. Je me demande si les idées que nous avons autrefois sur l'Europe, sur son rôle et

sur son avenir, n'ont pas besoin d'être mises au point, ou tout au moins, réévaluées en présence des changements qui se sont produits depuis dix-huit ans.



Lorsque nous parlions en 1951 d'une Europe indépendante entre Washington et Moscou, cette solution n'était pas comme elle l'a été pour de Gaulle une simple position diplomatique destinée à donner aux hommes d'Etat qui soutiendraient cette thèse une certaine autorité et un certain prestige : c'était au contraire une vision d'avenir, une solution de fait qui, à ce moment-là, n'était pas inapplicable, mais qui supposait trois conditions qui ne se sont réalisées ni les unes ni les autres, l'égalité stratégique entre l'Europe et les deux blocs antagonistes américain et soviétique, la réalisation progressive d'une unité européenne, enfin la conviction que l'Europe développerait une idée politique qui lui serait propre, c'est-à-dire une solution politique originale qui ne s'inspirerait ni de l'idéal politique américain ni de l'idéal politique soviétique.

Il est inutile de démontrer bien longuement qu'aucune de ces conditions n'a été réalisée, mais il est indispensable de comprendre quelles sont les conséquences de ces trois échecs pour les perspectives qui s'offrent désormais à l'Europe.

Si le handicap dont l'Europe souffrait alors dans la fabrication des armes atomiques avait été énergiquement compensé dès cette date, l'Europe n'aurait peut-être pas rattrapé sur ce terrain les Etats-Unis et l'Union Soviétique, mais elle aurait pu disposer en dix-huit ans d'un arsenal atomique suffisant pour que son territoire soit protégé et que sa voix soit entendue. Il n'était pas chimérique de le supposer en 1951 : il est, en revanche, dangereux de s'imaginer aujourd'hui que la possession d'une petite provision ménagère de bombes atomiques constitue une protection. En laissant s'accroître son retard en ce

domaine, les Etats européens ont accepté l'idée, qu'ils le veuillent ou non, que l'Europe en cas de conflit grave serait et resterait tributaire de la protection que les Américains voudront bien ou pourront lui assurer.

L'échec des tentatives d'unification européenne n'est pas moins grave. Il n'était pas absurde d'imaginer en 1951 qu'une position arbitrale entre les deux blocs et une politique de compréhension à l'égard de la Russie soviétique pouvaient permettre une réunification de l'Allemagne qui aurait elle-même entraîné une modification ou une désagrégation du glacis d'Etats communistes qui protègent les Républiques Soviétiques. Des occasions se présentèrent à cette date, les hommes d'Etat européens les ont négligées délibérément. Le dénouement des événements de Budapest et plus tard celui des événements de Prague ont prouvé à la fois les possibilités que contenait cette politique si elle avait été appliquée en ce temps et l'impossibilité qu'il y maintenant à y avoir recours. Nous devons donc nous persuader que ce que nous appelons l'Europe n'est pas cette tache rose qui était autrefois l'un des pétales de l'immense orchidée des trois continents, mais qu'elle n'est plus qu'une étroite bande de territoire, une étroite bande verticale de soleil et de lumière que la nuit n'a pas encore recouverte, mais qu'elle peut recouvrir un jour. Cette fragilité géographique de l'Europe, elle doit désormais remplacer dans notre pensée et notre imagination la carte de l'Europe d'autrefois, c'est avec elle que nous devons habiter désormais. Et elle doit nous convaincre de la fragilité de toute solution européenne et en même temps de sa nécessité si nous voulons survivre.

Enfin, la troisième déception est peut-être la plus grave de toutes. En 1951, nous nous étions imaginé que le génie européen était abattu, mais qu'il n'était pas mort. Nous pensions que l'Europe pourrait, non pas nécessairement, ressusciter les idées qui nous étaient chères, mais en engendrer de nouvelles qui

emprunteraient leur force et leur sève au même tronc dont l'histoire et la grandeur de toute l'Europe étaient sorties. Or, la démission intellectuelle de l'Europe a été l'événement majeur de ces vingt dernières années. Beaucoup plus inexcusable, beaucoup moins prévisible que l'inertie de l'Europe dans le domaine stratégique ou son impuissance à ramener à elle les pays qu'elle avait perdus, cette démission a eu des conséquences capitales et qui commandent toutes les autres. Si l'Europe n'a pas trouvé la force d'être pour l'avenir une Europe armée, si elle n'a pas été un pôle d'attraction suffisant pour détacher les Etats qui avaient été annexés par l'Union Soviétique, c'est essentiellement parce que l'Europe était un énorme corps mort, un corps sans âme dont tout le redressement fut essentiellement économique et qui ne se donna aucun autre but et aucune autre mission que d'être une nouvelle unité économique. En acceptant l'idée propagée par le vainqueur, l'Europe perdait toute personnalité intellectuelle, elle abdiquait son rôle traditionnel dans la civilisation. Elle ne pouvait plus être et elle n'a été en effet qu'un ensemble d'Etats satellites des Etats-Unis, exactement comme de l'autre côté du rideau de fer il y a un ensemble d'Etats satellites de la Russie Soviétique. Il ne pouvait pas en être autrement à partir du moment où les idéaux démocratiques et les mécanismes démocratiques qui sont représentés à l'échelle mondiale par les Etats-Unis étaient adoptés par les grands Etats européens comme leurs propres idéaux et leurs propres mécanismes. Dès lors, on n'avait plus besoin de l'Europe puisque l'Europe n'apportait rien. Non seulement elle n'apportait rien, mais elle était inévitablement l'homme malade qui est nourri d'une nourriture qui ne lui convient pas et qui est plus vulnérable que les autres aux maladies que ce régime engendre. L'Europe n'avait plus pour fonction que d'être un appoint dans l'organisation atlantique et essentiellement une tête de pont comode, un énorme porte-avions ancré au bord de

l'empire soviétique. Elle n'avait plus d'avenir puisqu'elle n'avait plus de génie, puisqu'elle n'avait plus d'idées à elle et qu'elle se bornait à recevoir et à répercuter les idées des autres. Le Marché Commun fut l'image même de cette situation. Notre Europe mercantile, comptoir de l'immense empire mercantile des Etats-Unis, n'accoucha que d'une unité bâtarde qui ne contenait aucun dynamisme et qui ne promettait que des profits ; aujourd'hui, elle se trouve avec ce jouet dérisoire entre les mains, déçue et découragée par la figure de boutiquier à laquelle on l'a réduite.

..

Quand on nous parle de « faire l'Europe », qu'est-ce que cela signifie donc aujourd'hui ? Rien d'autre que de construire une Europe-Amérique, c'est-à-dire de l'autre côté de l'Atlantique une sorte de cinquante et unième Etat américain. Il n'est pas étonnant que, dans ces conditions, l'élan qu'avait il y a quinze ans l'idée européenne soit aujourd'hui brisé.

Cette Europe-Amérique, en dehors de sa puissance mercantile, quel est son avenir en cas de crise ? Si l'on pose la question dans les termes de l'histoire traditionnelle, son avenir n'est pas incertain, il est dramatique. Si les guerres de demain doivent être ce qu'étaient les guerres d'hier, l'idée Europe-Amérique est une idée-suicide. L'Europe telle qu'elle est conçue aujourd'hui par les hommes d'Etat européens ne peut être qu'une tête de pont pour l'armée américaine ou un glacis nécessaire pour la protection soviétique. Elle n'a à choisir qu'entre ces deux situations. Ou elle participe à la guerre et elle n'est pas autre chose que l'arrière des unités d'opération américaines avec le destin que cela suppose le jour où on en arrive à l'emploi des armes atomiques. Ou elle réussit à ne pas être entraînée dans la guerre et à proclamer sa neutralité : à ce moment-là, il est inévitable que l'état-major soviétique exige que l'ensemble du continent européen, même si les Etats européens se

sont proclamés neutres, soit occupé par les troupes soviétiques pour assurer la sécurité du dispositif soviétique sur la fenêtre atlantique. Il n'y a pas d'autre alternative. Tout le reste est rêveries. La seule raison qui nous permette d'espérer, c'est qu'il est probable que l'ère de la politique traditionnelle et des guerres déclarées, telles que nous les avons connues jusqu'à présent dans notre passé et dans l'histoire, est une époque révolue. La seule chance de survie de l'Europe, c'est qu'elle est maintenant un continent imprévu dans un monde également imprévu.

La caractéristique de l'époque atomique est en effet que les géants atomiques ne s'affrontent pas, parce que leur puissance même les condamne à la paralysie et que les guerres ou les épreuves de force sont engagées sous une forme hypocrite avec des moyens limités sur des théâtres d'opérations circonscrits et excentriques, de manière que les étincelles de l'incendie ne mettent pas le feu aux métropoles des géants eux-mêmes. Cet équilibre imprévu, qui tolère les guerres à condition qu'elles ne portent pas ce nom et qui viole le droit des peuples chaque jour en affectant de le défendre est, faut-il dire heureusement, celui dans lequel nous vivons et qui nous protège aujourd'hui. Nous vivons dans ce monde étranger à toute notion de droit et s'en passant fort bien, puisque, vingt-cinq ans après la fin des hostilités, l'Europe est encore définie par une situation de fait, par des frontières qui ne sont pas autre chose que la ligne sur laquelle se sont arrêtées les armées en mouvement et qu'aucun traité de paix n'a encore été signé entre les belligérants. L'Allemagne qui est le principal point d'appui des Etats-Unis en Europe est encore aujourd'hui officiellement « l'ennemi » avec lequel les Etats-Unis n'ont pas signé la paix. La Russie Soviétique qui est depuis vingt ans en état de guerre froide avec les Etats-Unis est toujours officiellement considérée comme une « puissance alliée » des Etats-Unis dans la guerre qui n'a pas pris fin encore contre l'Allemagne. Il en est de même

au Vietnam où les Etats-Unis se battent avec des lance-pierres contre le Vietnam du Nord auquel ils n'ont jamais déclaré la guerre, tout en se gardant bien de sortir l'énorme colt qu'ils ont dans leur poche de derrière et dont un seul coup pulvériserait l'adversaire qui les fait souffrir depuis dix ans. Ces situations paradoxales sont le propre de tous les états de transition. Si nous avons une vision plus en relief et plus complète de l'histoire, nous en trouverions des équivalents dans l'Europe du XV^e siècle aussi bien que dans l'histoire de l'Empire de Chine, à tous les moments où l'ancien droit devenu caduc est remplacé progressivement par un droit nouveau qui met quelquefois un siècle ou deux à s'imposer et à s'inscrire dans les faits. Ainsi, l'Europe-Amérique peut espérer échapper aux catastrophes parce qu'il est peu probable qu'il y ait jamais un état de guerre officiel entre l'U.R.S.S. et les U.S.A. et que le sort du monde se jouera autrement et sur d'autres théâtres, par des entreprises subversives qui ne porteront jamais le nom de guerre et par des actes de violence qui seront toujours entrepris au nom de la liberté et du droit. Alors, elle n'a ni plus ni moins de chances d'être détruite par des bombes atomiques que New-York ou San Francisco. Elle peut rester ainsi un demi-siècle ou un siècle à l'état de ruine intellectuelle existant sans exister, vivant d'une vie mercantile c'est-à-dire purement végétative, clapotant comme une barque inoffensive au bord de l'immense dock américain qui commence à New-York et dont la dernière jetée est à Bordeaux. Cette Europe qui n'existe pas et qui ne peut pas exister, c'est ce que nous appelons notre avenir. Ces hommes qui n'existent pas et qui ne sont que des reflets des hommes d'Amérique, pareils pour les Américains aux Nègres « évolués » qui veulent ressembler aux Européens, c'est cela notre race.

Dans cette dégénérescence de l'Europe, il n'y a qu'un seul point de l'horizon qui ne nous soit pas totalement fermé. Une âme nouvelle peut toujours surgir. Si l'Europe nouvelle est capable d'apporter entre les deux grands blocs rivaux une idée nouvelle de l'homme et une structure nouvelle de la civilisation, alors, quelle que soit l'exiguïté du territoire qui lui reste et le péril dans lequel elle est actuellement placée, elle peut encore se sauver. Notre tâche est donc d'abord une tâche morale. C'est d'une hiérarchie nouvelle des valeurs qui nous soit propre, c'est d'un mécanisme d'association des hommes à la communauté qui s'inspire de notre propre histoire et de notre propre sang que nous avons actuellement besoin. Nous sommes entre deux géants : mais ces deux géants dont la puissance nous éblouit sont en réalité deux ruines. La démocratie telle que la conçoit l'Amérique, le marxisme tel que le conçoit l'U.R.S.S. appartiennent aujourd'hui au passé, ce sont deux religions qui se survivent. Le sang n'irrigue plus ces deux masses gigantesques. Elles gardent l'une et l'autre, à la fois chez elles et dans les pays étrangers, un formidable appareil qui fait illusion, mais cet appareil est un cadavre. Les idées mortes peuvent tromper longtemps sous les poutres constamment rechampies qui leur prêtent une brillante façade. Mais cette apparence n'en impose pas à ceux qui savent voir et réfléchir. La faillite est déjà déclarée dans ces deux buildings. Les portiers gaulonnés qui surveillent l'entrée n'y peuvent rien. C'est aujourd'hui notre chance. C'est la chance de l'Europe. Si de nos soubresauts, de notre colère et de notre désespoir une idée nouvelle est capable de naître, elle peut encore nous sauver, mais elle seule peut nous sauver.

Ce phosphore dont l'Europe a besoin, nous ne pouvons espérer le trouver aujourd'hui que parmi les hommes qui sont jeunes. Ceux de notre génération, et avec eux tous ceux qui constituent la majorité du corps électoral actuel de l'Europe, sont fourbus,

disqualifiés, ils ne peuvent plus aller qu'à la dérive. Les récentes élections allemandes viennent de nous en apporter une fois de plus la preuve. La veulerie de la triste Allemagne mercantile, de la bonne Allemagne des buveurs de bière combinée avec la malhonnêteté du système démocratique fait arriver aujourd'hui en Allemagne au poste suprême un traître à sa patrie qui n'aurait jamais dû avoir le droit de remettre le pied sur la terre qu'il avait reniée. Mais l'exemple du général de Gaulle ne donne-t-il pas toutes les permissions ? Quand la France a accepté de remettre son destin à un général dissident qui a trahi son pays en temps de guerre en refusant la discipline nationale et en installant la guerre civile au profit d'Etats étrangers, l'Allemagne n'a-t-elle pas le droit de choisir comme chancelier un déserteur qui a fait la même chose au profit des services de renseignements alliés ? Ce n'est pas avec cette Allemagne que nous pouvons faire l'Europe. Ce n'est pas avec l'Angleterre non plus, dont les marchands aspirent à s'installer sur nos docks, mais qui ne nous apportera pas autre chose qu'une dose nouvelle de virus démocratique. L'Europe du Marché Commun tourne le dos à l'Europe véritable. Elle a été un succès, c'est incontestable. Elle peut être un tremplin. Mais elle doit être dépassée. Un « marché » n'est qu'une aire d'échanges où l'on crie et se dispute. Il faut des firmes à l'Europe, certes. Mais il lui faut aussi une âme, c'est-à-dire, un but, une volonté, une certitude, de l'énergie, en un mot une mystique que l'Europe mercantile ne peut lui fournir.

Quand nous parlons aujourd'hui de faire une Europe indépendante de Washington et de Moscou, qu'est-ce que cela signifie donc ? Cela ne signifie qu'une chose : travailler obstinément à faire naître dans notre jeunesse une âme nouvelle qui refuse à la fois l'hypocrisie démocratique et l'hypocrisie communiste, une âme nouvelle assez vigoureuse pour qu'elle renverse la morale politique que l'idéologie démocratique et mercantile prétend lui imposer et

pour qu'elle invente des rapports nouveaux entre la communauté et les hommes. Faire naître cette âme nouvelle, c'est plus important que le succès commercial et c'est plus important aussi que les attaques sournoises contre le Pacte Atlantique dont, finalement, nous ne pouvons pas nous passer. C'est seulement quand l'Europe aura dans ses moelles ce phosphore que nous pourrons parler à égalité à nos partenaires du Pacte Atlantique et mettre le commerce à la place qui doit être la sienne, une bonne place, une place honorable, mais non la première. Si, en parlant de l'Europe entre Washington et Moscou, c'est cela que nous voulons dire, alors cette expression a un sens. Sinon, elle ne signifie rien. Et elle ne sert également à rien sinon à faire applaudir un fantoche orné d'un képi par des Bambaras illettrés et des Cingalais hystériques.

MAURICE BARDECHE.

LIBRAIRIE

LAZARD Bernard. — L'Antisémitisme. Son histoire et ses causes (14 × 22,5 — 800 pages — broché)

(18 F — franco 19,80)

FRITSCH-ESTRANGIN Guy. — New-York entre De Gaulle et Pétain (Collection « L'Histoire contemporaine revue et corrigée ») (15,5 × 22,8 — 248 pages)

(18 F — franco 19,80)

GOUNELLE Claude. — Le Dossier Laval (13,5 × 20,7) — 736 pages)

(33 F — franco 36,30)

BOUCHARD Camille. — Les Grands Courants Politiques Mondiaux « Essais d'analyse contre-révolutionnaire » (13,5 × 21 — 100 pages)

(6 F — franco 6,20)

DIFFUSION DE LA PENSÉE FRANÇAISE

Service D. O.

86 - CHIRE-EN-MONTREUIL

C.C.P. 2920-71 Bordeaux

(franco de port, pour plus de 60 F)

Le cancer prussien

suite de notre article précédent

**Les Causes historiques de la dégénérescence
de l'Allemagne (1)**

Par suite d'une erreur matérielle regrettable, une partie d'un article de M. Michel Rimet Le Cancer Prussien a été publié dans notre dernier numéro sous la signature de notre collaborateur François d'Erce et sous le titre Les Causes historiques de la dégénérescence de l'Allemagne. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs, de même que nous devons leur signaler deux interpolations volontaires, sévères par la République Fédérale, qui ne sont pas le fait de l'auteur, mais qui nous ont paru indispensables et qui ont été désavouées par lui. Nous présentons maintenant dans les pages qui suivent la dernière partie de cette remarquable étude historique.

Il est évident que, pour respecter la pensée de l'auteur, nous donnons dans ce second article son texte intégral sans modifications. Nous prions toutefois nos lecteurs de bien vouloir se souvenir que Défense de l'Occident est très loin de jeter l'anathème sur « l'esprit prussien », qui nous paraît représenter le « phos-

(1) Voir *Défense de l'Occident*, sept.-oct. 1969, n° 84.

phore » dont l'Allemagne et l'Europe ont besoin, et encore plus loin d'admirer l'Allemagne Fédérale qui, pour l'instant, est l'Allemagne de la bière, des Juifs et de Willy Brandt.

Essai de définition de la Prusse.

Nous allons essayer de définir le tempérament prussien en même temps que de l'expliquer par le processus historique de ce peuple et la géographie physique et climatique du pays, tout en l'opposant à celui de l'allemand non-prussien ou à celui d'autres peuples extérieurs au monde germanique (le français par exemple).

Nous tenons le « noyau prussien » pour la « vraie Prusse », du point de vue ethnique, les autres territoires de la « Grande Prusse » étant essentiellement colonisés. Nous devons souligner à cet effet l'importance de l'Elbe en tant que frontière ethnique. Pendant longtemps, ce fleuve a été, au moins en partie, la frontière de l'empire romain, puis celle de l'empire de Charlemagne et enfin celle de l'Empire de Napoléon, ce qui signifie que la pénétration de la civilisation occidentale avec toutes les valeurs d'ordre religieux, moral ou esthétique qu'elle implique, a été bien plus profonde et durable dans les territoires allemands situés à l'Ouest de ce fleuve que dans ceux situés à l'Est. Les différences ethniques notables qu'on peut observer de part et d'autre de l'Elbe peuvent donc s'expliquer par des divergences notables de destin politique au cours des siècles. Il faut également noter qu'au siècle dernier, au sein de la Confédération Germanique les Etats du Sud et de l'Ouest étaient des monarchies constitutionnelles, alors que la Prusse était encore une monarchie absolue et exerçant son autorité sur une partie de la Rhénanie ; quand on sait que les Rhénans sont à ranger parmi les plus libéraux des Allemands, on ne peut qu'en conclure à l'existence de tensions d'ordre psychologique entre Prussiens et non-Prussiens.

Pourtant les structures politiques de l'empire allemand d'avant 1945, tout comme celles de la République de Weimar assuraient jadis au pouvoir central de Berlin le maximum d'emprise sur la nation allemande ; sans l'existence de la Grande-Prusse, autrement dit sans l'existence de structures intermédiaires, Berlin n'aurait jamais pu être la capitale de l'Allemagne et si Hitler a pu, sans danger, supprimer de telles structures en 1933, créant ainsi un état centralisé, c'était probablement parce que le développement considérable des moyens de communication et de déplacement, propres à l'époque contemporaine, permettait la concentration du pouvoir politico-administratif à un degré jamais — et nulle part — atteint. Le Führer a, ce faisant, parachevé l'œuvre de Bismarck en étendant les frontières de la Grande-Prusse à celles de l'Allemagne.

Dans son « Explication de l'Allemagne », Wilhelm Röpke souligne le rôle de l'Elbe comme frontière de l'Occident :

« L'Elbe et la Saale forment en gros la frontière qui sépare l'ancienne Allemagne, de race germanique, de l'Allemagne coloniale, laquelle, pour une part au XIII^e siècle et au XIV^e siècle seulement fut arrachée à des tribus slaves par conquête, asservissement ou par établissement de colons pacifiques. Le dualisme décisif de l'évolution a eu des suites qui, jusqu'à nos jours, ont continué d'agir. Sans nous laisser séduire par la théorie du mélange des races et de tout ce qu'il peut avoir de conséquences fâcheuses, source d'un dilettantisme si répandu, nous pouvons dire que ce milieu des pays de l'Est devait nécessairement créer le type de l'Allemand colonial, qui se distingue dans toutes les classes par la dureté, la décision, l'agilité, la vigilance et une capacité dans tout ce qu'exige la vie, allant jusqu'à détruire tout scrupule et dans la classe supérieure par l'habitude du commandement, et dans la classe inférieure, par une habitude de l'obéissance, non moins forte. »

Si l'on emploie la typologie de Heymans-Wiersma

(utilisée en France par Le Senne), on peut dire que les Prussiens sont des « passionnés » (E.A.S.), qui ont séduit ou subjugué des Germains « sentimentaux » (n.E.A.S.) de l'Ouest et du Sud (1). Sur le plan industriel et commercial, le tempérament dynamique des Prussiens, au cours des décennies qui ont précédé la Seconde Guerre mondiale était semblable à celui des Américains. Ce dynamisme s'est d'ailleurs communiqué au reste de l'Allemagne ; celle-ci bénéficie encore de la « vitesse acquise » ; autrement dit, elle a conservé les habitudes de travail et d'énergie qui lui furent communiquées par la Prusse, dans les 2^e et 3^e Reichs, même si elle ne bénéficie plus directement de l'influx prussien dynamisant. Sur le plan culturel, Prusse et Allemagne non-prussiennes se complétaient, tout comme se complétaient Rome et la Grèce dans l'Antiquité. Les plus grands chefs militaires, les plus grands administrateurs étaient prussiens, tout comme étaient prussiens les plus grands philosophes rationalistes et universalistes d'outre-Rhin : Kant, Fichte, Christian Wolf, et même Leibnitz (saxon, mais germano-slave, comme l'indique la désinence de son patronyme, et, de ce fait, apparenté à la Prusse). On peut dire aussi qu'une bonne proportion de savants allemands étaient prussiens, alors qu'au contraire la presque totalité des écrivains, poètes et artistes appartenant à la civilisation germanique étaient non-prussiens ou étrangers au « noyau prussien », pour la bonne raison qu'ils avaient à transposer dans le monde de la musique, des mots, des formes ou des couleurs, la sensibilité de leur milieu ambiant, autant que la leur propre. Comment, dès lors, auraient-ils pu, en Prusse, porter témoignage d'une sensibilité inexistante ou superficielle ?

(1) Telle est du moins l'opinion exprimée en 1951, par M. Abel Miroglio, directeur de l'Institut havrais de Sociologie Economique et de Psychologie des peuples, au cours d'une conférence qu'il fit au Havre dans le cadre des activités normales de cet organisme.

Aussi poussée qu'ait été l'ethnolyse prussienne, elle n'a tout de même pas été totale ; elle a laissé subsister une *personnalité de base*, fort dépouillée certes, mais qui n'en existait pas moins et qui était le « dénominateur commun » des mentalités respectives des peuples amalgamés au sein de la nation prussienne ; ces ethnies composantes avaient toutes un point commun, sur le plan caractériologique : *l'introversion*, avec tout ce qui en découle ; ces peuples aimaient l'ordre, la discipline, la vie militaire, l'organisation et considéraient comme sacro-sainte l'autorité de l'Etat ; contrairement à ce qui se passait aux U.S.A., les différentes populations composant le pays témoignaient d'un individualisme extériorisé et d'un amour de la liberté nettement insuffisants pour pouvoir imposer au pays un régime vraiment démocratique. La Prusse n'a jamais pu avoir un régime libéral, pas plus que la Russie d'ailleurs ; le seul critère sérieusement envisagé par ses dirigeants a toujours été *l'efficience* sur le plan social, économique et technique, jamais la liberté ou le respect des droits de l'individu ; les caractéristiques de la personnalité de base prussienne étaient donc : militarisme (voire caporalisme) - industrialisation - hiérarchie-puissance de l'appareil étatique politico-administratif-laïcité. La personnalité de base américaine est assez différente puisqu'elle exclut le militarisme et implique l'amour de la démocratie.

La personnalité de base française présente les mêmes caractères que la prussienne, mais à des degrés nettement moins élevés, car l'individualisme et l'amour de la liberté, inhérents au tempérament celtique, reprennent leurs droits. Il est à noter aussi que les Français sont, dans l'ensemble, nettement plus extravertis que les Allemands de l'Ouest, et, *a fortiori*, que les Prussiens.

..

Cependant on peut se demander pourquoi, après la Révocation de l'Edit de Nantes, les protestants français se réfugièrent en masse dans le Brandebourg et particulièrement à Berlin, c'est-à-dire dans une région du monde germanique déjà lointaine, alors qu'il existait, bien plus près de la frontière française, des Etats protestants. Il faut admettre que la Prusse du XVIII^e siècle avait des sympathies pour le tempérament français, rationaliste comme le sien ; ses élites semblaient atteintes particulièrement par le mouvement rationaliste de l'Aufklärung, comme les penseurs français. Dans son remarquable ouvrage intitulé « Frédéric II », Pierre Gaxotte rappelle que le président de l'Académie des Sciences de Berlin était un français, Maupertuis, qui avait d'ailleurs toute l'estime du roi de Prusse, et qu'en outre on parlait le français au moins aussi fréquemment que l'allemand à la Cour, au château de Sans-Souci, où vivaient d'ailleurs, de façon permanente, de nombreux Français. Il rappelle également que la première gouvernante de Frédéric II, était une Française, protestante exilée, Madame de Rocoules, qui, *après trente ans passés à Postdam, ne parlait pas un mot d'allemand*. C'est également un Français de religion réformée qu'on avait choisi comme précepteur pour le futur monarque : un nommé Duhan. La cour du roi de Prusse était à l'imitation de celle de Louis XIV. Dans cette Allemagne coloniale qu'était le Brandebourg, où la société n'était que partiellement structurée, et où soufflait un esprit rationaliste et universaliste, les émigrés français avaient plus de chances de s'acclimater ou de s'adapter que dans l'atmosphère oppressante, typiquement germanique, de tel ou tel état allemand de l'Ouest ou du Sud. Il est évidemment plus facile de s'adapter aux règles élémentaires d'une société en gestation, qu'aux us et coutumes d'une civilisation déjà vieille et à ses préjugés. L'exemple américain est d'ailleurs là pour en témoigner. De plus les possibilités d'implantation d'immigrés sont naturellement plus grandes dans un

pays neuf (comme l'était la Prusse au XVIII^e siècle) qui n'est que partiellement exploité et qui demeure à conquérir, que dans un pays de vieille civilisation, déjà stabilisé.

En ce qui concerne la Saxe (celle du Second Reich et de la République de Weimar) elle a toujours occupé une place à part dans l'ensemble germanique, car, bien qu'ayant toujours été distincte de la Prusse jusqu'en 1933, elle avait une population germano-slave présentant de grandes analogies, culturelles et caractérielles, avec la population prussienne. G. de Reynold prétend même que les Junkers, qui constituaient un des piliers de la puissance prussienne, étaient d'origine saxonne, ce qui donne à penser qu'il a existé pendant très longtemps une symbiose très poussée entre la Saxe et la Prusse. D'ailleurs, la région de Leipzig et de Dresde, aux XII^e et XIII^e siècles, à l'époque des Hohenstauffen, constituaient des marches de l'Empire, au même titre que les territoires situés entre l'Elbe et l'Oder. Il y a donc non seulement voisinage territorial entre les deux états et symbiose des populations, mais une certaine communauté de destin. La Saxe a fourni à l'Allemagne des philosophes rationalistes comme Fichte, Leibnitz et un partisan du cosmopolitisme comme Lessing. On peut s'étonner par contre qu'elle ait produit des artistes aussi puissamment représentatifs du génie de l'Allemagne et aussi peu universalistes que Carl-Maria Von Weber et Richard Wagner. Il faut bien dire qu'au début du XIX^e siècle, l'Europe était en pleine période romantique et que de plus, l'oppression napoléonienne avait provoqué en Europe Centrale et plus particulièrement en Allemagne un réveil brusque des nationalités : l'universalisme devait céder le pas à l'amour de la patrie allemande et à la manifestation de la personnalité germanique, aussi bien sur le plan artistique que littéraire. Ce renforcement du patriotisme devait d'ailleurs se manifester non seulement en Saxe, mais aussi en Prusse, dont l'armée allait porter les espoirs de libération de tous

les Allemands. Le nationalisme, ou plus précisément le germanisme, allait, outre-Rhin, s'exalter sous des formes d'ailleurs différentes, selon les pays : en Prusse, l'armée allait être renforcée et galvanisée, et provoquer la Résurrection sur le plan politique. Dans les autres états allemands, ce phénomène devait provoquer un épanouissement du mouvement romantique dans les Arts et les Lettres ; cette dernière modalité devait être à peu près inconnue en Prusse, à l'exception peut-être du compositeur de pièces pour piano, R. Schumann. En un mot, l'époque de l'*Aufklärung* était révolue. En conclusion, la Saxe est une région psychologiquement intermédiaire entre la Prusse et l'Allemagne alpino-rhénane, puisqu'elle a produit un Leibnitz et un Fichte, authentiquement prussiens (au sens du XVIII^e siècle) mais aussi un Weber et un Wagner authentiquement allemands et romantiques. C'est en grande partie grâce à cette charnière géographique et ethnique que s'est effectuée l'interpénétration et la fusion entre la Prusse et l'Allemagne dans le 3^e Reich. La richesse de son sous-sol et son potentiel industriel étaient de nature à renforcer sa symbiose avec la Prusse. Les deux pays étaient protestants et avaient, en bien des domaines, des points communs. A l'heure actuelle cette solidarité est renforcée du fait que le puissant combinat industriel de la Ruhr n'est plus à la disposition des Prussiens et que ceux-ci ont donc besoin, pour leur industrie, des ressources du sous-sol de la Saxe. Il semble bien que les Saxons ont, en dépit de leurs tendances « sentimentales » (au sens de Heymans-Wiersma) de bien plus grandes affinités psychologiques avec les Brandebourgeois ou avec les Poméraniens qu'avec les Allemands de l'Ouest ; leur vocation était donc bien d'unir leur destin à celui des Prussiens au sein de la D.D.R. D'ailleurs au cours des dernières décennies, la Saxe était complètement prussianisée (1).

(1) Il y a lieu de noter que M. Walter Ullbricht, le chef du gouvernement est-allemand, est d'origine saxonne.

En échange des méthodes qu'elle imposa par la force au reste de l'Allemagne, il ne semble pas que la Prusse ait reçu quoi que ce soit en d'autres domaines. Certes les pays allemands non-prussiens, parce qu'ils étaient de tempérament libéral et avaient une sensibilité typiquement germanique, qui faisait défaut à la Prusse, témoignaient d'une esthétique, et partant d'une vie culturelle, particulièrement brillantes. Il est facile d'imaginer en effet que, dans un pays aussi peu démocratique que la Prusse, et qui ressemblait à une immense caserne, la vie intellectuelle ait été passablement étouffée, notamment dans le domaine littéraire et artistique ; par contre, il s'y est formé des administrateurs et des militaires nombreux et compétents ainsi que des savants de grande classe dans toutes les disciplines, c'est-à-dire des hommes susceptibles d'être directement *utiles* à l'Etat. Dans une société où la sensibilité était absente en raison du phénomène d'ethnolyse que l'on connaît et où seules les valeurs rationnelles avaient cours, l'individu ne se risquait guère à affirmer son tempérament ou sa personnalité. Le Prussien a toujours eu la mentalité servile d'un soldat-robot ou d'un valet, reléguant à l'arrière-plan de son psychisme sa sensibilité, quand il en était pourvu. Par contre, il consacrait toutes ses énergies à des activités psychiques rationnelles.

Quand on parle du romantisme allemand, on ne peut raisonnablement penser à la Prusse, mais aux pays rhénans et même à la Bavière et au Wurtemberg ainsi qu'à la vallée du Danube. C'est surtout dans la vallée du Rhin que le terme de romantisme trouve sa pleine expression. Goethe, Beethoven et Heine étaient rhénans ; Schiller était wurtembourgeois ; Wagner était d'origine saxonne, mais bavarois d'adoption ; J. S. Bach était westphalien ; Mozart était autrichien, etc...

Les Prussiens ont naturellement subi la suprématie d'une culture qui leur était étrangère, et qui est devenue pleinement représentative du génie de

l'Allemagne entière, mais sans toutefois s'en laisser pénétrer suffisamment pour que leur propre sensibilité devint créatrice à son tour. Actuellement ils sont à nouveau dans la mouvance slave, où plongent une grande partie de leurs racines ethniques, mais il ne semble pas que leur apport culturel à cette orbe de civilisation doive être plus important que leur contribution passée à la culture allemande. Leur ambivalence les dessert considérablement. (Nous avons vu que, pour les mêmes raisons, les Alsaciens subissent le même phénomène.) Donc les échanges culturels entre la Prusse et le reste de l'Allemagne ont été très superficiels, peut-être en raison de la structure fédérale très décentralisée jusqu'en 1933, du Monde germanique ; en tout cas ils n'ont guère été féconds.



Actuellement sous le régime soviétique, comme autrefois en Allemagne sous le régime nazi, la Nation est absorbée par l'Etat. Un pays a besoin de créateurs dans tous les genres, notamment de savants, d'artistes, d'écrivains, de paysans, d'artisans, d'hommes qui aiment leur métier et soient capables de progrès dans le domaine de la culture et de la technique. Par contre, l'Etat a besoin de fonctionnaires, c'est-à-dire d'irresponsables, pour ne pas dire de robots, qu'ils soient militaires ou administrateurs, autrement dit d'agents pratiquement incapables de création.

Chez nos voisins d'outre-Rhin, l'antinomie entre l'Etat et la Nation semble être bien plus marquée qu'ailleurs. Lorsque la Nation est forte sur le plan culturel, l'Etat est faible, et réciproquement. L'Allemagne n'a jamais été aussi civilisée et aussi intellectuellement brillante que lorsqu'elle était divisée en un grand nombre d'états indépendants ou autonomes. Par contre elle n'a jamais été aussi dépourvue de vie spirituelle et intellectuelle que sous le 3^e Reich, alors que l'Etat exerçait son autorité dans tous les secteurs de l'activité humaine. La République de Weimar était

faible sur le plan politique, mais sous son régime, à un moment donné, 14 Prix Nobel scientifiques, de nationalité allemande vivaient sur le sol de la République fédérale. Pourquoi l'exclusive « Etat ou Nation » est-elle plus affirmée au pays de Goethe qu'ailleurs ? Probablement parce que l'Allemand a, plus que n'importe quel autre peuple au Monde, le respect de l'Autorité, de l'Organisation, de la Hiérarchie. Lorsqu'il est par hasard privé de ses chefs — que ce soit dans l'Armée ou dans l'Administration — il devient immédiatement un être désespéré, incapable du moindre esprit d'initiative, et se laisse aller — ou se livre — à des excès. L'Allemand, du moins l'Allemand prussianisé, ne songe qu'à obéir et n'a pas le temps de créer, parce qu'il est un être grégaire, alors qu'au contraire tout peuple individualiste sait résister à l'envahissement de son existence par les obligations professionnelles et mener une existence personnelle.

L'Allemand ne sait pas suffisamment établir un équilibre entre ses tendances, ce qui explique ses excès en tous genres, ses oscillations entre l'anarchie et le césarisme. Parce que, comme beaucoup d'introvertis, comme l'Espagnol en particulier, il est exalté et désire constamment sortir des normes habituelles de comportement par un perpétuel dépassement, il songera à actualiser, de façon hypertrophiée et monstrueuse, l'une de ses tendances au détriment des autres. Tout se passe comme si l'âme allemande obéissait à la « loi du maximum » sans souci de l'équilibre, tout comme l'âme américaine, alors que l'âme anglaise ou l'âme française obéit à la « loi de l'optimum » avec le souci de faire la part des choses. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'Allemand, lorsqu'il peut mener une vie intellectuelle normale, est plus génial que le Français. C'est aussi la raison pour laquelle, outre-Rhin, tout engagement est irréversible et suppose un choix entre plusieurs alternatives. C'est ainsi du moins que se présentait la situation psychologique dans l'Allemagne tradi-

tionnelle, car il est indubitable que le désastre de 1945 a provoqué une mutation importante dans l'âme allemande.

La prussianisation qui tendait à établir l'omnipotence de l'Etat et de la Bureaucratie au détriment de la Nation et à briser toute forme d'autorité régionale ou locale, c'est-à-dire tout fédéralisme, est donc pleinement responsable de l'appauvrissement de la culture allemande. Le mouvement actuel de déprussianisation laisse espérer l'épanouissement de la vie artistique et littéraire, aussi bien que scientifique, de nos voisins d'outre-Rhin, et l'essor de la Nation allemande selon les critères de l'Humanisme classique. Nous voulons cependant être prudents en ce qui concerne l'avenir car il est dangereux de jouer au prophète en pareille matière. Il y a cependant gros à parier que l'Allemagne ne sera plus jamais dirigée de Berlin, la République fédérale subissant le puissant attrait de l'Occident et se prêtant aisément à l'intégration européenne, économique et politique, tandis que la Prusse moderne s'éloignera de plus en plus, aussi bien dans sa mentalité que dans ses motivations, de sa puissante voisine de l'Ouest, et s'intégrera peu à peu dans le bloc oriental. Tel est, du moins, à long terme, l'avenir que l'on entrevoit, si le statu quo actuel de l'Europe se maintient, autrement dit en dehors de l'hypothèse du déclenchement d'une 3^e guerre mondiale.

MICHEL RIMET.

Le mythe de Willy Brandt

Les élections législatives ont eu lieu le 28 septembre dernier en Allemagne fédérale. Elles ont eu pour conséquence, par des combines parlementaires, de donner le pouvoir aux sociaux-démocrates et aux libéraux-démocrates. Elu par le Bundestag, M. Willy Brandt, président du Parti social-démocrate, est devenu le quatrième chancelier de la République ouest-allemande. Ainsi, pour la première fois depuis le début de l'« ère nouvelle » que fut la « Libération », un homme de gauche dirigera notre voisine d'outre-Rhin, pendant la nouvelle législature qui s'annonce difficile. Son rôle de chancelier aura donc une grande influence. Cette dernière sera-t-elle faste, comme se plaisent à nous le rabâcher une certaine presse tel que « *Le Monde* », certains hommes politiques comme M. Alain Savary, premier secrétaire du Parti socialiste (non unifié, celui-ci), ou autre informateur « spécialisé » ? Avant de répondre à cette question, examinons donc le personnage de plus près.

Dans son livre intitulé « Berlin, ma ville », Willy Brandt nous narre son existence. Je ne ferai donc que reprendre certains de ses propos qui, je pense, seront plus éloquents que tout autre, car du meilleur cru, celui d'origine.

Avant l'éclatement du premier conflit mondial, celui de 1914-1918, un enfant vit le jour à Lübeck le 18 décembre 1913. Son père ne l'ayant pas reconnu il porta le nom de sa mère, Frahm, qui le prénomma Herbert. Le jeune homme, durant son adolescence, se passionna beaucoup plus pour la politique que pour les études. Elevé dans une ambiance familiale socialiste et « instruit » par un de ses maîtres des « bienfaits » du marxisme, le jeune cerveau bouillonnant et à « point », fit ses premières armes politiques successivement aux « cadets de l'Association Sportive Ouvrière », aux « Amis des Enfants du Parti Social-Démocrate », au « Club de Mandoline des Travailleurs » et par la suite aux « Faucons Rouges ».

A quinze ans, l'élève « dans le vent » s'engagea aux « Jeunesses Ouvrières Socialistes » et, ayant sûrement donné satisfaction à ses dirigeants, bénéficia d'une dispense d'âge pour s'inscrire l'année suivante, en 1930, au Parti Social-Démocrate (S.P.D.). Je rappellerai à ce sujet que pour être membre, à l'époque, du Parti précité, il fallait avoir 18 ans.

En janvier 1932, l'Allemagne vit arriver au pouvoir, comme chancelier, un homme jeune de 43 ans, vainqueur démocratiquement aux élections générales et chef du Parti national-socialiste des travailleurs allemands (N. S. D. A. P.). Il s'appelait Adolf Hitler. Le jeune Herbert Frahm, sentant que le parti auquel il appartenait n'avait plus la faveur de la majorité des Allemands, préféra s'exiler, plutôt que d'accepter le résultat des urnes.

C'est ainsi que cet adolescent partit la même année à Oslo, comme chef du bureau du S.P.D., pour, dit-il : « ...informer l'opinion publique mondiale de la situation réelle de l'Allemagne, introduire en contrebande à l'intérieur du III^e Reich des brochures antinazies, recueillir une aide morale et matérielle pour les victimes du terrorisme ». Il estima aussi que le nom de sa mère ayant fait son temps, il lui fallait en adopter un autre, un qui serait son « nom de guerre »

et qu'il conserva tout le temps par la suite. C'est ainsi que naquit Willy Brandt.



Ainsi, l'enfant « prodige » se vit confier à 19 ans le poste de représentant du S.P.D. à l'étranger, la Norvège en l'occurrence. Il contribua, comme certains en d'autres lieux, à exciter l'opinion internationale contre l'Allemagne, bouc émissaire de tout ce que le monde comptait de marxistes et de complices alliés. Susciter la discorde entre ses compatriotes, les faire mettre au pilori par l'opinion mondiale, les accuser de tous les maux, de toutes les tares, tels étaient les objectifs de ce bon démocrate. Dès 1932, Willy Brandt devint l'ennemi de son peuple. Les faits sont là, les écrits également.

En 1938, Willy Brandt fut déchu de sa citoyenneté allemande. Ce bon patriote n'hésita pas sur ce qui lui restait à faire, et, l'année suivante, demanda sa naturalisation norvégienne. Dès lors se concrétisa son esprit apatride, cher à quelques groupes cosmopolites. On se fait techniquement norvégien, mais moralement et spirituellement, l'esprit est ailleurs, à Moscou par exemple.

En mai 1940, il passa en Suède, et là apprit l'obtention de sa naturalisation norvégienne.

Maintenant, pour ceux qui n'auraient pas été édifiés entièrement, je vais citer un de ses passages qui va vous éclairer quant à la future attitude du nouveau chancelier allemand. L'écrit date de 1960 : « J'exposai (en 1940) mon point de vue politique dans une brochure. Je suis fidèle aujourd'hui encore aux idées essentielles qui nous guidaient à l'époque... Nous n'adoptons pas entièrement la doctrine de Vansittart qui veut donner de la publicité aux crimes commis par les Nazis, les militaristes et les impérialistes allemands... Partant du fait qu'à la fin de cette guerre l'Allemagne ne jouera plus en Europe qu'un rôle de second rang... les Démocrates et Socialistes doivent

défendre le droit de leur peuple à obtenir pour leur nation les moyens de subsister... Nous allons jusqu'à proposer l'établissement des relations les plus amicales possibles avec l'U.R.S.S. et à rejeter l'idée d'une fédération européenne dirigée contre la Russie... » Est-ce très différent du programme d'Ulbricht, sinon par un vocabulaire plus prudent ?

Nous sommes fixés : Bonn va tout mettre en œuvre pour se rapprocher du bloc de l'est, et faire toutes les concessions d'abandon chères à la politique de détente, d'autant plus facilement qu'elles auront lieu entre représentants de la II^e et de la III^e Internationale. Les réfugiés ouest-allemands et les Allemands de l'Est peuvent mettre un terme au rêve de rentrer chez eux et de se retrouver dans un pays uni. Voilà où mène la combine électorale ! le pouvoir issu de cette dernière fait toujours une politique contraire aux vœux du pays réel. Ce n'est pas nouveau. Charles Maurras le disait voilà plus de 60 ans. Alors Willy Brandt résistant ? Oui, mais à son pays. Aucune contrepartie ne sera faite à la politique d'abandon de M. Brandt, car les Moscoutaires n'ont pas l'habitude d'écouter les lâches ou les « frères » ; les premiers sont écrasés par l'ours blanc, les seconds sont maniés comme des pions que l'on change à volonté après usage.

..

Maintenant, voyons l'attitude de M. Willy Brandt à la « Libération ». Après avoir contribué à l'écrasement de ses compatriotes, notre « résistant » norvégien rentra chez lui en octobre 1945, pour la première fois depuis 13 ans, comme reporter au procès de Nüremberg pour la presse du parti social-démocrate norvégien ! A ce sujet, le « correspondant du S.P.D. norvégien » nota : « Nul ne me fit le moindre reproche, nul ne souligna que j'avais bénéficié des meilleures conditions d'existence. Néanmoins, il me fallait reconnaître que mon destin avait

été celui d'un privilégié... j'avais pu gagner ma vie, élargir mes horizons, et traverser, sain de corps et d'esprit, ces années de terreur ».

Fin 1946, pour bons et loyaux services rendus à la patrie (allemande) sans doute, M. Brandt devint attaché de presse aux services de la Mission de Contrôle Alliée de Berlin ; autrement dit, notre héros fut membre d'un Corps des Forces Alliées d'Occupation.

En 1947, Willy Brandt, à la recherche de renouveau, décida de rechanger de nationalité et renonça à sa citoyenneté norvégienne en demandant sa renaturation allemande qu'il obtiendra en 1948.

La suite, nous la connaissons. En janvier 1948, M. Brandt prend en charge le Bureau de Liaison établi à Berlin et dépendant du Comité exécutif du Parti social-démocrate ; plus tard il deviendra le bourgmestre régnant de Berlin-Ouest ; en 1960, président du S.P.D., et, fin octobre de cette année, chancelier d'un pays qui ne se doutait sûrement pas qu'en votant pour la C.D.U.-C.S.U., il aurait une politique contraire à ses vœux du fait de tripotages parlementaires.

JEAN-YVES COULON.

Le plan Morgenthau

Le bureau d'édition (printing-office) du Gouvernement américain a publié en novembre 1967 en deux épais volumes les passages du *Journal de Morgenthau* ayant trait à l'Allemagne (*Journal de Morgenthau* préparé par le Sous-Comité chargé de l'enquête sur l'administration de l'acte de sécurité intérieure et d'autres lors du Comité sur le sénat judiciaire des Etats-Unis, Washington). Ces documents exposent le développement et l'issue de ce qui a été connu comme le *plan Morgenthau* pour la transformation d'une Allemagne vaincue en un pays d'élevage. De cette documentation extraordinairement abondante qui fait comprendre jusqu'aux différentes conceptions des plus hautes commissions dirigeantes américaines relativement à l'Europe d'après-guerre ainsi que le style dictatorial avec lequel gouvernait F.-D. Roosevelt, on ne peut mettre en relief ici que deux projets. Ces deux projets restés presque complètement ignorés jusqu'à la publication qu'en fit le Sénat américain en 1967 étaient les principes officiels de discussion des éléments les plus hauts placés du Gouvernement américain. Délibérément, ils ne se fondaient pas sur le droit, mais sur l'expansion des marchés économiques des puissances victorieuses ; ils révèlent l'absence de réflexion avec laquelle on a statué même sur le sort des petits Etats « alliés » — sans leur laisser voix au chapitre —

et caractérisent la mentalité avec laquelle on a instauré une situation en Europe en 1945 dont les répercussions n'ont pas cessé jusqu'à aujourd'hui.

Le plan des deux Etats.

Communication interofficielle du bureau du Trésor.

Date : 28 août 1944.

A Mr White.

De M. Bittermann.

Objet : Projet pour le partage de l'Allemagne comme mesure préventive contre un relèvement militaire.

1. — La considération de fond de ces propositions est que l'on devrait enlever aux autorités allemandes les moyens industriels d'une agression militaire.

2. — On devrait diviser les populations de façon à laisser ensemble celles du Nord de l'Allemagne et à en séparer — si possible — celles du Sud de l'Allemagne pour en faire un Etat distinct.

3. — La présence de l'U.R.S.S. sur la ligne Curzon comme frontière Est de la Pologne avec la promesse de donner à la Pologne à l'Ouest des compensations doit être entérinée. L'U.R.S.S. a aussi élevé dernièrement des revendications sur le port libre de glace de Königsberg. Sur les cartes jointes au présent rapport, ces facteurs ont été pris en considération.

Plan joint — Partage de l'Allemagne avec cessions territoriales aux Pays-Bas, à la Belgique et à la France.

Frontières.

On propose de limiter à l'Ouest le nouvel Etat Nord-Allemand par la frontière Ouest de l'ancien état d'Oldenbourg, à l'exclusion cependant du port de Wilhelmshaven et du territoire y attenant et de faire suivre à la frontière en gros le méridien 7 degrés 30 minutes à l'Est du Rhin près de la ville de Neuwied. La frontière se poursuit le long du Rhin

jusqu'à Mayence. La frontière Sud suit une ligne parallèle au Main et à l'ancienne frontière bavaroise jusqu'à la frontière tchèque. La frontière Est qui commence près de Stettin s'étend le long de l'Oder jusqu'au confluent de la Neisse, suit la Neisse jusqu'à la frontière tchécoslovaque dans la région de Görlitz. La frontière du Nord serait modifiée pour permettre la cession au Danemark de la province du Sleswig et d'une partie du Holstein. Cette frontière suivrait approximativement une ligne allant de Lübeck à un point sur l'Elbe en face de la ville de Stade.

Ces lignes de démarcation devraient avoir les effets suivants sur la situation militaire et économique de l'Allemagne. Le canal de Kiel deviendrait territoire danois avec une vaste zone de sécurité vers le Sud. La ligne 7 degrés 30 minutes et les frontières de l'Oldenbourg sépareraient la vallée de la Ruhr avec toutes ses installations industrielles de l'Etat allemand. Le canal Dortmund-Ems serait également séparé du territoire allemand, — d'autant plus que ce canal est essentiel pour l'approvisionnement des aciéries de la Ruhr en minerai de fer. La frontière Sud suit approximativement les frontières des vieux Etats de Baden-Würtemberg et de Bavière ; la frontière Est, elle, garantit la compensation territoriale faite à la Pologne, conséquence de la prise de possession par la Russie de la Russie Blanche et des parties ukrainiennes de l'ancienne Pologne. Sur la carte, la Silésie est transférée à la Pologne.

On a projeté de fonder un nouvel Etat allemand du Sud réunissant la république d'Autriche et les anciens Etats de Bavière, Würtemberg, Baden et la partie du Hesse-Darmstadt située sur la rive droite du Rhin. Il faut en exclure les parties de la Bavière situées à l'Ouest du Rhin. Les Alliés sont parvenus à un accord pour refaire de l'Autriche un Etat séparé, sans qu'on ait pourtant déterminé jusqu'à présent aucune frontière. L'ancienne république d'Autriche n'a cependant pas une économie équilibrée, d'autant

que la ville de Vienne est trop grande pour l'arrière-pays (l'hinterland) d'économie rurale relativement pauvre. Le nouvel Etat devrait regrouper le riche pays rural de la Bavière avec l'Etat d'Autriche et par là réaliser une unité économique équilibrée. Il comprendrait d'importants centres industriels près de Munich, Vienne, Stuttgart et Mannheim, mais peu d'industrie lourde.

On a projeté d'étendre la frontière française jusqu'au Rhin, jusqu'à la ville de Coblençe, ce qui donnerait à la France le bassin sarrois, complétant ainsi l'industrie lorraine. La vallée de la Ruhr est partagée entre les Pays-Bas et la Belgique. Il est possible d'édifier une frontière entre les villes de la Ruhr, qui ferait aller la partie Sud — comprenant Dortmund, Essen, Elberfeld et Dusseldorf — jusqu'à la Belgique. La partie Nord, parallèlement à la frontière hollandaise comprendrait Ruhrort, Gelsenkirchen, Mainau et Munster. La frontière pourrait être tracée de façon à séparer Krefeld et Mönchengladbach. Ces villes industrielles pourraient ensuite être remises respectivement aux Pays-Bas et à la Belgique ou bien combinées avec un secteur quelconque de manière à former une unité économique équilibrée. Le partage du territoire de la Ruhr nécessiterait un plus vaste examen. La ville d'Aix-la-Chapelle serait dans le secteur belge.

Conséquences économiques du partage.

Le partage projeté laisserait à l'Etat Nord-Allemand un territoire à l'économie rurale prédominante. Il comprendrait cependant l'industrie de transformation de Berlin, Dresde et Leipzig. Il comprendrait les ports importants de Hambourg, Brême et Lübeck. Cet Etat Nord-Allemand n'aurait pas d'industrie lourde (d'acier) surtout pas depuis que le territoire industriel et charbonnier de Silésie a été dans ce projet annexé à la Pologne. L'Etat Sud-Allemand comprendrait les importants centres industriels de

Vienne, Munich et Mannheim. Ce territoire n'aurait pas non plus d'industrie lourde de taille.

Les importants territoires industriels et miniers sont dans ce projet partagés entre de petites nations à l'exception du bassin sarrois qui revient à la France. A l'heure actuelle, les Pays-Bas possèdent peu d'industrie lourde et n'ont de stocks ni de charbon, ni d'acier. L'annexion de la partie Nord du territoire de la Ruhr et du pays rural qui se rattache aux Pays-Bas compléteront les besoins de l'économie hollandaise. La Belgique a déjà une industrie lourde considérable, mais l'adjonction de ce territoire rendrait trop puissante l'économie belge. La Pologne, comme avant la guerre, a d'importants centres industriels à Varsovie, Posen et Lodz. La nouvelle réglementation y ajouterait la ville industrielle de Breslau. Aussi bien le port de Dantzig peut de nouveau être utilisé par la Pologne, ce qui soulagera également Gdingen. Grâce à la garantie de la Silésie ou de ses parties les plus importantes, la Pologne aurait pu être une région industrielle productive, ce qui lui aurait donné une économie plus équilibrée. Vu la situation des fleuves et de l'Oder, frontière de la nouvelle Pologne, il est souhaitable d'internationaliser le port de Stettin. Le présent projet n'a prévu aucun changement pour les frontières de la Tchécoslovaquie. On peut souhaiter de donner à la Tchécoslovaquie une partie de la Silésie, pour l'amener à la puissance industrielle.

La population.

Avant la guerre, la population allemande s'élevait à 66 millions d'habitants. Après le partage géographique, l'Etat Nord-Allemand devrait avoir une population d'environ 30 millions d'habitants dont 10 à 12 millions vivent dans les villes de plus de 500.000 habitants. On peut conjecturer que la moitié à peu près de la population active appartient à l'agriculture et le reste à la production et au commerce.

L'Etat Sud-Allemand comprendrait une population d'environ 20 millions d'habitants dont 5 millions dans les villes d'une certaine importance. A elle seule, Vienne a une population d'environ 2 millions d'habitants en face de Munich qui en a 700.000. Le territoire donné à la France comprendrait approximativement 2 millions d'habitants, la Pologne 6 millions et les Pays-Bas et la Belgique de 12 à 13 millions.

Ce partage de population soulève certaines questions politiques d'importance. Le territoire annexé à la France ne créerait aucun problème particulier, car c'est peu que 2 millions de personnes en face de la population française. Mais l'apport d'hommes aux Pays-Bas et à la Belgique aurait de graves effets parce que le territoire donné aux Pays-Bas contient presque autant d'hommes que les Pays-Bas eux-mêmes en possédaient avant la guerre. La population belge de 5 millions s'accroîtrait de 8 millions. Ces minorités seraient si importantes que dans les pays où elles seraient placées, elles susciteraient l'instabilité politique ; surtout si l'on se retourne vers leurs conflits avec les problèmes des minorités avant-guerre. Cela présente de plus le danger de laisser prendre à ces populations — si on les mêlait aux groupes de l'Etat — un rôle dominant dans la vie politique des pays auxquels elles seraient annexées. Elles peuvent même entraîner les Pays-Bas et la Belgique dans la sphère générale d'attraction de la pensée politique allemande. C'est là la plus grande faiblesse du projet présenté. Ce n'est que grâce à un complet transfert de population des territoires séparés qu'on pourra éviter ces difficultés.

Considérations sociales.

L'Etat Sud-Allemand projeté aurait une relative homogénéité culturelle. La population parle une série de dialectes proches du haut-allemand, les dialectes autrichiens et bavarois sont en partie identiques. L'Etat Sud-Allemand serait à prépondérance catho-

lique ; mais bien sûr avec de grandes enclaves protestantes dans le Württemberg et dans certaines parties du pays de Bade. L'Etat Nord-Allemand projeté dans ce plan aurait une homogénéité culturelle moindre. Le Sud de l'Allemagne parle essentiellement un dialecte de haut-allemand, au contraire le territoire Nord parle bas-allemand ; l'Est est à prédominance protestante bien que de considérables minorités catholiques y soient dispersées partout.

Le problème majeur provient du territoire ôté à l'Allemagne et remis à d'autres pays. La population concernée sera selon toute vraisemblance, trop importante pour qu'un transfert dans un nouvel Etat allemand soit possible. De plus l'industrie du territoire de la Ruhr et de la Rhénanie ne peut être maintenue debout sans une population importante. Ces territoires annexés aux Pays-Bas, à la Belgique et à la France appartiennent aux régions les mieux développées de l'Allemagne. Vraisemblablement la population préférerait demeurer dans son cadre ancien plutôt que de s'en aller. Dans ce cas, la Belgique, les Pays-Bas et la France seraient aux prises avec de sérieux problèmes de minorités linguistiques. Alors que la population du territoire situé à l'Ouest de l'Oldenbourg ne connaît pas de différences considérables de dialectes avec l'Est des Pays-Bas — les deux territoires parlant un dialecte bas-saxon —, le territoire de la Ruhr présenterait une population tout à fait hostile. Qui plus est, cela multiplierait les difficultés que les Pays-Bas avaient déjà avec leurs groupes minoritaires, surtout dans le district Sud-Est qui, politiquement, regardait vers l'Allemagne. En outre, cela créerait également des complications religieuses dans la mesure où la minorité catholique des Pays-Bas s'accroîtrait de façon considérable. Le territoire annexé à la Belgique serait à prédominance catholique et ainsi ne lui donnerait pas de difficultés religieuses. Bien sûr, cela ajouterait une considérable minorité allemande et la Belgique était depuis longtemps le lieu d'un conflit entre les popu-

lations de langue française et les populations de langue flamande. Pour la Pologne, une importante population de langue allemande leur serait incorporée, ce qui devrait sans aucun doute créer des difficultés en raison de la violente opposition des deux groupes. Qui plus est, la population allemande annexée serait essentiellement protestante alors que l'effet de la ligne Curzon imposée à la Pologne serait d'en éliminer presque complètement la population qui n'était pas catholique romaine.

Le plan de démembrement économique et moral

Au secrétaire Morgenthau.

De R.-F. Mac Connell. — 10-9-1944.

« ...Si l'on emploie les trois procédés suivants, on mettra l'Allemagne dans l'incapacité de poursuivre la guerre. »

1. — Destruction à 100 % de la capacité de production d'essence synthétique (ce qui anéantirait à 80 % les réserves d'essence que possède l'Allemagne) et interdiction de reconstruire les installations et d'importer de l'essence au-dessus du besoin normal en temps de paix.

2. — Anéantissement à 75 % des installations allemandes produisant l'azote synthétique et interdiction de les reconstruire et d'importer des produits à base d'azote.

3. — Anéantissement à 50 % de la capacité de production allemande d'acier.

A) *Les réparations supposent une Allemagne puissante.* — Dans ce paragraphe, on établit qu'une Allemagne qui doit livrer des réparations a besoin du soutien économique des nations victorieuses, et qu'elle deviendrait par là plus compétitive ; qu'alors des divergences d'opinions politiques s'introduiraient au sein des Nations-Unies et que le problème n'aurait pas une meilleure issue que le plan Dawes ou le plan Young après la première guerre mondiale.

B) *Redressement économique de l'Allemagne face aux Nations-Unies.* — On établit ici qu'au lieu de versements de réparations, ce que les nations qui les réclament doivent obtenir, ce sont les ressources matérielles, les réserves d'hommes et le territoire allemand. Ceci inclut : la cession de territoires industriels entiers ; le démontage complet d'unités industrielles avec machines d'équipement, et stocks, le démontage des installations de transport par chemin de fer ainsi que par bateau ; la création de bataillons de travailleurs allemands pour les reconstruire en-dehors de l'Allemagne, et la saisie de tous les moyens de production allemande à l'étranger. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne trouveraient ainsi un marché plus étendu pour l'Après-Guerre.

C) *Le militarisme allemand ne peut pas être détruit simplement par l'anéantissement du nazisme.* — Le régime nazi est au fond la consécration de l'immuable tendance des Allemands à l'agression. La société allemande était au moins depuis trois générations dominée par des forces puissantes qui ont fait de l'Etat et de la nation allemands une machine destinée à la conquête militaire et à l'orgueil. Depuis 1864, l'Allemagne a provoqué cinq guerres offensives contre d'autres puissances sans motifs réels. Le régime nazi n'est pas une excroissance monstrueuse d'une société par ailleurs saine, mais une création organique du corps politique allemand. La dissolution du parti nazi ne suffira donc pas à assurer la disparition de cet esprit militariste qui a été insufflé au peuple allemand depuis des générations. C'est pourquoi, on tient pour nécessaire de réduire la capacité industrielle allemande et de renforcer politiquement et économiquement la puissance de tous les voisins de l'Allemagne.

D) *C'est une erreur de croire que l'Europe a besoin d'une Allemagne industriellement forte.* — On établit ici que l'Allemagne était un concurrent très influent sur le marché mondial et que les autres puissances ne retireront pas seulement de la destruction de

l'industrie allemande des chances plus grandes de débouchés dans le commerce international, mais encore une incitation à développer et à renforcer leur puissance industrielle de façon que l'Allemagne soit à jamais exclue, politiquement et économiquement.

E) *Comment l'industrie britannique profiterait du programme projeté.* — L'industrie britannique du charbon se relèverait de sa récession des années 30, la concurrence allemande serait neutralisée, les parties du marché mondial que l'Angleterre avait perdues seraient récupérées, la cession d'une grande partie de la flotte allemande à l'Angleterre serait la bienvenue pour l'économie anglaise d'après-guerre, et la stabilité intérieure en Angleterre serait établie grâce à des zones d'exportation assurées, ainsi que naturellement la sécurité en face d'un « nouveau péril militaire allemand ».

F) *Pourquoi les mines de la Ruhr doivent être fermées et les installations démontées.* — « L'élimination de la Ruhr contribuerait avec bonheur au bon état de l'industrie houillère des divers membres des Nations-Unies... » « Les nouvelles industries du fer et de l'acier qui s'établiront en Europe pour occuper la place de la Ruhr provoqueront un intérêt propre si grand qu'elles seront une barrière permanente et efficace contre une réindustrialisation de la Ruhr. »

G) *Contrôles du développement de l'économie allemande* : ...prévu pour au moins vingt ans.

Ce qu'il faut faire pour rééduquer l'Allemagne.

L'esprit militariste dont le peuple allemand est pénétré était sciemment dispensé depuis de nombreuses décennies par toutes les institutions culturelles. Les écoles, les centres d'éducation et les universités étaient utilisés à cet effet avec une grande efficacité pour semer chez les enfants et les jeunes gens le germe d'un nationalisme agressif et le désir d'une domina-

tion universelle. La rééducation du peuple allemand doit par conséquent faire partie du programme qui neutralise l'Allemagne en tant que puissance agressive.

Cette réalisation ne peut pas être réalisée efficacement de l'étranger et par des professeurs étrangers. Elle doit être réalisée par les Allemands eux-mêmes. Les dures réalités de la défaite et du besoin d'une nouvelle orientation politique économique et sociale doivent l'enseigner au peuple allemand. Le système d'éducation existant complètement nazifié réclame une réorganisation et une réforme totales. Le premier devoir doit être d'établir des maîtres politiquement dignes de confiance et de former dès que possible de nouveaux maîtres qui soient pénétrés d'un nouvel esprit.

Une commission d'éducation des Nations-Unies qui aura la plus haute autorité dans toutes les questions et dans tous les organismes d'éducation chargée de l'opinion publique doit être fondée. Toutes les institutions d'éducation de quelque type et de quelque caractère que ce soit seront fermées. Leur réouverture dépendra :

1° De la possibilité d'établir des commissions de coordination dignes de confiance du point de vue politique ;

2° De la réorganisation des programmes ;

3° De la réalisation de nouveaux manuels pour remplacer les anciens devenus complètement inutilisables.

Pendant la première période, des nominations à ces commissions seront soumises à l'accord de la Commission d'éducation des Nations-Unies.

Alors qu'il doit être possible de reprendre après relativement peu de temps l'exercice de l'enseignement dans les écoles primaires, toutes les institutions d'enseignement supérieur qui furent dans le passé les centres principaux de la propagande militariste et pangermaniste doivent rester fermés pour plusieurs années.

La Dénazification

Dans une étude qui fait quelque bruit, le politologue allemand Justus Fürstenau estime que la « dénazification » entreprise à partir de 1945 est la cause principale de la dépolitisation de l'Allemagne. La description qu'il en fait est assez convainquante.

Ce spécialiste n'hésite pas à dire que la dénazification était le plus souvent guidée par la haine, l'envie et des motifs personnels fort éloignés de ses buts idéologiques. Beaucoup d'Allemands, qu'ils aient ou non appartenu au national-socialisme, partagent ce sentiment. Le pasteur Martin Niemüller lui-même reconnaissait en 1948 que la confiance dans l'utilité et le bien-fondé de ce processus était entièrement détruite.

Lorsqu'ils découvrirent les camps de concentration, les généraux américains approuvèrent les propos du ministre des finances de Roosevelt, le Juif Henry Morgenthau, dans son livre « *Croisade en Europe* » (1944) : « *Il faut faire comprendre aux Allemands qu'ils ne peuvent pas ne pas être tenus responsables pour ce qu'ils ont fait* ».

« *La procédure la plus gigantesque que le monde ait connue* », suivant la formule du général américain Lucius D. Clay, était entamée afin d'amener les Allemands à se repentir de ce dont les Alliés les accusaient : agressions, conquêtes et génocides.

Non seulement il fallait punir les crimes, mais également les opinions nationales-socialistes. On sait que, parmi d'autres, l'ancien dirigeant Julius Streicher qui, hostile à la guerre, se vit retirer toutes responsabilités à partir de 1940, fut néanmoins pendu à Nüremberg comme « criminel de guerre »...

Mais la fantastique épuration voulue par les vainqueurs allait frapper bien au-delà des hauts responsables du III^e Reich.

Pour la seule zone américaine, 13 millions d'Allemands remplirent le « questionnaire » établi par les autorités d'occupation afin d'éliminer toute trace de national-socialisme, et qui décidait souvent de leur existence. Ils devaient répondre à 131 questions. Leur passé était passé au microscope. Ils devaient signaler aussi bien leur appartenance à une société de joueurs de boules que leurs changements de domicile, les dates et lieux de leurs résidences hors d'Allemagne, le détail de leurs campagnes au cours de la guerres, etc.

C'est à ce fameux « questionnaire » qu'Ernts von Salomon répondit sur 806 pages qui lui donnèrent l'idée de son livre à succès autobiographique tiré à 270.000 exemplaires.

Mais tout le monde n'en tira pas avantage. Pour des millions d'Allemands, le questionnaire les faisait entrer dans un monde kapkaïen de paperasse, de suspiscion et d'angoisse interminables. Ils étaient classés en cinq catégories allant de « coupables majeurs » à « innocents ». Au sortir de ce confessionnal collectif de la nation allemande, on expiait le péché de nazisme par de l'argent, de la prison, l'interdiction d'exercer certaines professions ou la confiscation des biens.

En fait de châtier les « infâmes » (Wiston Churchill), qui, soit dit en passant, n'avaient pas fait pire que leurs vainqueurs, mais avaient commis l'irréparable erreur d'être vaincus, ces mesures répressives frappaient les petits.

Mais surtout une belle incohérence régnait dans les chambres de dénazification installées par les occupants pour la détermination des sanctions. Un jeune chef de la

Jeunesse Hitlérienne fut envoyé en camp de travail pour avoir fait faire des exercices à ses garçons pendant l'heure de la messe « pour énerver le curé ». Un homme qui avait omis de rappeler qu'il avait été planton dans un service administratif du S.D. en 1944 fut condamné à la prison. En revanche, le successeur d'Eichmann, Hermann Krumei, qui avait, dira-t-on par la suite, causé la mort de 300.000 Juifs hongrois, entra en 1948 dans la catégorie des coupables mineurs (il devait être condamné à la prison perpétuelle en 1969).

Ceux qui en avaient les moyens fuyaient la zone américaine pour la zone française ou britannique où la démilitarisation avait le pas sur la croisade idéologique et le lavage de cerveaux. Quant à la zone soviétique, le passé brun était oublié pour peu que l'on rejoigne le parti communiste.

De simples membres sans importance du parti national-socialiste qui ne voyaient pas l'utilité de telles précautions furent férocement frappés. La répression ne reculait pas devant le ridicule ou l'odieux de mesures prises à l'encontre des personnalités les plus respectables s'il s'attachait à elles un soupçon de sympathie pour le III^e Reich.

En décembre 1946, la commission de dénazification du milieu artistique fit comparaître le chef d'orchestre Wilhelm Furtwangler, vice-président de la chambre de musique du Reich et accusé par des concurrents bienveillants, d'avoir profité du régime. Furtwangler avait dirigé en 1945 un concert devant de hauts dignitaires du Reich, mais, en 1935 il avait joué ostensiblement du Mendelssohn... Un membre de la commission lui demanda s'il avait seulement à demi fait le salut allemand. Furtwangler ne l'avait fait ni à demi, ni complètement... Il fut disculpé.

A Lutwigsburg, le fils du Kayser, Prinz August-Wilhelm « Auwi », qui appartint dès le début au parti N.S., fut condamné à 30 mois de travaux forcés pour cette seule raison.

Dans cette atmosphère démente, tout devenait bon pour échapper à la machine ubuesque de la répression. On vit d'authentiques nazis menacer d'authentiques anti-

nazis de les dénoncer comme leurs complices s'ils ne leur fabriquaient pas des certificats de « résistance ». Ce devint d'ailleurs pour certains antinazis une activité fort lucrative que cette fabrication de certificats, moyennant quelques redevances. Le médecin déposait une feuille de pétition dans sa salle d'attente et les attestations permettaient d'obtenir de la viande chez le boucher.

C'est un tel certificat qui permit à l'ancien rapporteur des lois raciales de Nüremberg, Hans Globke, de refaire carrière à Bonn. Certificat de poids puis que l'ancien conseiller du Reich était le protégé du procureur américain Kempner dont il avait été le témoin complaisant au Tribunal de Nüremberg.

En fait, la haine politique et la haine personnelle dictait le plus souvent le verdict des chambres de dénazification. Les communistes et socialistes de gauche étaient bien sûr les plus actifs et profitaient de la situation pour frapper les adversaires de leurs idées. Karl Heinrich Knappstein, haut fonctionnaire du ministère de la dénazification de Hesse, a évoqué « *l'incroyable usage fait de la dénazification* » qui amenait « *le marchand à dénoncer son concurrent, non pour libérer l'Allemagne du nazisme, mais pour éliminer un gêneur et la femme divorcée à dénoncer son mari pour aggraver les torts de ce dernier* ».

Mais surtout, les Américains qui arrivaient avec l'idée que la guerre avait comme but la dénazification, voulaient, à toute force, imposer une révolution, mais pratiquement sans les Allemands, dont ils se méfiaient en bloc.

Cela ne devait pas faciliter la remise en marche de l'administration et de l'économie, d'autant que la presque totalité des cadres dirigeants de la société allemande avaient adhéré ou sympathisé avec le N.S.

Dans la première phase de l'épuration, 1 million de fonctionnaires furent licenciés. A Brême, en quelques semaines 2.000 employés de services publics furent suspendus. On marchait droit à l'abîme. Partout, caisses d'épargne et organismes bancaires devaient fermer leurs portes, faute de personnel. Mais, impavides, les Américains poursuivaient leur tâche. En janvier 1946, les nazis

et « militaristes » étaient classés en 99 catégories auxquelles étaient promis arrestations, renvois et arrêts de travail.

Avec bien des hésitations, des inquiétudes et des résistances, les autorités américaines déléguaient en mars 1946 les juridictions d'épuration aux Allemands eux-mêmes.

Le ressentiment de la population allait désormais se porter sur les « dénazificateurs » allemands. Les employés de chambres de dénazification recevaient des lettres de menace. A Nüremberg, en janvier 1947, la salle des délibérations fut entièrement détruite par une bombe. Aussi les volontaires se faisaient-ils rares. En 1947, sur 100 juristes sollicités par les autorités pour siéger dans ces chambres, 93 refusaient sous des prétextes divers. En Bavière, inquiets de voir se fermer devant eux toutes les portes lorsque la dénazification prendrait fin, 41 membres de la chambre démissionnaient. Même le S.P.D. prenait ses distances et l'association des victimes du nazisme (V.V.N.) recommandait à ses membres de se retirer des chambres. Bientôt une loi allait permettre à la République Fédérale de réhabiliter les épurés, hommes de science, politiciens, fonctionnaires, etc. Dans les municipalités on voyait, à partir de 1951, le conseil municipal détruire les dossiers de dénazification de la ville. L'Allemagne tout entière voulut bientôt mettre fin et oublier ce chapitre sombre de l'immédiat après-guerre, dont les conséquences n'allaient, pourtant, pas cesser de se faire sentir.

Dominique VENNÉ.

Rembrandt peintre de la lumière

« Il décomposait et réduisait tout, la couleur autant que la lumière, de sorte qu'en éliminant des apparences tout ce qui est multiple, en condensant ce qui est épars, il arrivait à dessiner sans bords, à peindre un portrait presque sans traits apparents, à colorer sans coloris, à concentrer la lumière du monde solaire en un rayon... »

« Son idéal, comme dans un rêve poursuivi les yeux fermés, c'est la lumière : le nimbe autour des objets, la phosphorescence sur un fond noir ».

E. Fromentin (1).

Il y a trois cents ans, un jour d'octobre 1669, mourait à Amsterdam, âgé de soixante-trois ans, Rembrandt Harmansz Van Rijn, le fils du meunier de Leyde, le plus grand artiste des Pays-Bas, un des plus grands peintres de tous les temps. C'est avec quelque raison que je fais cette distinction, qui pourrait sembler spécieuse, entre l'artiste et le peintre. A la différence cependant d'autres grands maîtres de l'art, dont les facultés d'expression furent en quelque sorte encyclopédiques, le génie de Rembrandt n'eut d'autres moyens que graphique et pictural. Et l'analyse de son Œuvre dessiné,

gravé et peint nous en révèle non seulement la profonde unité d'esprit mais encore — ce qui considéré du point de vue critique est probablement plus intéressant et plus neuf — l'unité technique foncière, que l'artiste use du crayon, du burin ou du pinceau, qu'il détermine les formes grâce à la seule suggestion des lignes, qu'il les évoque en ayant recours à la couleur.

Des peintres du niveau de Rembrandt, voire plus prestigieux encore — à s'en tenir aux données techniques et si tant est qu'on puisse séparer le fond de la forme étroitement unis dans la synthèse que comporte toute création artistique — on peut en citer d'autres, sans quitter ce *siècle d'or*, qui vit fleurir tant de maîtres incomparables, dans les Pays-Bas et les Flandres, en Espagne, en France, dans l'Italie du Secento où après les splendeurs de la Renaissance le flambeau brûle encore entre les mains des grands baroques et des derniers vénitiens : Frans Hals, portraitiste génial pour le moins égal à celui de Jean Six — Ver Meer de Delft, cristal limpide où se réfléchissent les jeux subtils de la lumière caressant les formes — Velasquez, la peinture faite homme — Rubens, ce ciel d'automne pathétique irradié de mille feux — Nicolas Poussin, le maître admirable en lequel se retrouvent toutes les inflexions, tous les accords de cette symphonie tempérée où s'enchantèrent tant de peintres de Jehan Fouquet à Paul Cézanne — d'autres encore... D'ailleurs toute recherche de suprématie individuelle s'efface dans l'universalisme de l'art, l'exaltation de sa mystique profonde. Mais si l'œuvre transcende son créateur il n'en reste pas moins que la détermination de la personnalité, qui en fut le support et le mobile, ne peut et ne doit nous laisser indifférents. Et sur ce plan l'entité *Rembrandt* nous apparaît avec un tel relief, un tel accent d'originalité et de puissance, une si totale et bouleversante humanité, qu'on ne peut, à l'occasion de ces anniversaires nous servant de prétexte, d'apparente justification à rompre nos quotidiennes et souvent si mornes habitudes, que lui rendre le reconnaissant hommage qui lui est dû, l'honorer en nous honorant. L'exposition d'Amsterdam, qui s'est ouverte au Rijksmuseum, le

13 septembre et le restera jusqu'au 30 novembre, nous en procure le moyen.

*
**

Cette exposition, sur laquelle les chroniqueurs de la grande presse sont très loin de nous avoir tout dit — j'entends par là nous avoir fourni tous les éléments d'information qui la concernent — est un assez extraordinaire spectacle, avec son triple circuit. Celui de la rétrospective se rapportant aux peintures et aux dessins : 23 tableaux venus de tous les horizons du monde à ce suprême rendez-vous, quelques-uns inconnus de la plupart des visiteurs ; 139 dessins, objet d'une sélection plus ouverte et qui dans la variété de leurs thèmes, par la prodigieuse liberté de leurs moyens apparaît plus surprenante encore. Celui du Musée — sur lequel débouche ce circuit particulier — dans les salles duquel l'amateur revoit ou découvre les 18 Rembrandt du Rijksmuseum restés en place avec comme centre d'attraction cette rotonde où est exposée en permanence « *La Ronde de nuit* », cœur palpitant de ce haut-lieu de la Peinture. Dans les salles basses du Cabinet des Estampes, présenté comme il se doit en lumière artificielle, *l'Œuvre gravé* complet du maître du burin, un univers où règne le noir et le blanc « *Rembrandt est tout entier dans ses eaux-fortes* » (1) et tel que s'il n'eût jamais pratiqué d'autres techniques il eût suffi à l'immortaliser en consacrant son indiscutable suprématie (2).

Le nombre des peintures, ainsi exposées, se trouve réduit par rapport à celui de la magnifique rétrospective de 1956, célébrant le 350^e anniversaire de la naissance de l'artiste, qui nous en proposait cent une, y comprises les peintures appartenant au musée. Les organisateurs ont voulu, cette fois, mettre l'accent sur des œuvres significatives marquant les diverses étapes de la carrière du peintre, précisant son évolution, choisir parmi les moins connues ou les moins accessibles, donnant comme centre à leur présentation quatre œuvres majeures : « *La Bethsabée* », joyau de notre Louvre, probablement le tableau le plus parfait du maître — « *La Bénédiction de*

Jacob », du Musée de Cassel — « *La fiancée juive* », du Rijksmuseum — « *La Conspiration des Bataves* », du Musée de Stockholm, ce tableau curieux que Rembrandt peignit à la demande de la municipalité d'Amsterdam pour la décoration de son nouvel Hôtel de Ville. Ensemble saisissant, dans lequel s'intercalent quelques grands portraits, avec « *L'Aristote contemplant le buste d'Homère* » (acquisition récente du Metropolitan Museum de New-York) et qui permet de mesurer la puissance et l'humanité de l'artiste dans la pleine possession de ses moyens. Il est représenté ici par deux de ses auto-portraits, celui de 1652, en sa maturité grave et sereine, celui de 1661, sous l'image de *L'Apôtre Paul*, un des plus émouvants avec ce visage si fortement buriné, douloureux, des années qui virent s'accumuler ruine, chagrins, déconvenues sans que soit altéré, cependant, un génie créateur lequel ira s'exaltant jusqu'à la fin.



Si l'on interroge ces peintures, ces dessins, ces étonnantes eaux-fortes, on constate sans aucune ambiguïté possible que Rembrandt fut avant tout et surtout *le peintre de la lumière*, affirmation qui pourrait passer pour un truisme mais qui prend toute sa signification si on lui oppose son antithèse, celle de *peintre de la couleur*. La lumière sans doute est couleur, mais elle ne l'est que par voie d'incidence et d'analyse. Nous révélant les formes qui la réfléchissent en l'absorbant partiellement selon leur structure particulière, abstraction faite des phénomènes de réflexion et de réfraction déterminant l'organisation chromatique des spectacles qu'elle nous procure, la lumière se propose à nous selon une échelle de valeurs, d'intensité progressive et dégressive en fonction de laquelle le monde nous apparaît. C'est à partir de cette vision, qu'on pourrait qualifier de monochromatique, des harmonies qui en résultent par voie de contraste ou de complémentarité, que s'organise l'univers plastique de Rembrandt. C'est en fonction de ce jeu des valeurs partant de l'obscur pour atteindre à l'irra-

diation que Rembrandt, dessinateur et peintre, nous délivre son témoignage et son message. Il est l'homme du clair-obscur, proposition qui n'a en soi rien d'original. Elle a été formulée bien des fois, mais ce qui a été moins clairement affirmé, c'est la manière dont chez Rembrandt s'opère ce jeu des valeurs sur le papier et sur la toile, par le travail du crayon ou du pinceau, la parfaite identité entre le processus graphique et le processus pictural.

Compte tenu que chez le dessinateur il s'organise à partir de la valeur la plus claire et la plus haute, qui est celle du support, alors que chez le peintre la démarche est inverse, partant de la valeur la plus sombre, celle de l'ébauche monochrome pour aboutir par des gammes ascendantes aux empâtements sur lesquels se concentrent les effets lumineux, toute l'élaboration plastique constituant le tableau en fonction de son thème repose sur ce jeu qui tend à recréer la vie en la suggérant. Toutes ces arabesques, dessinées, gravées ou peintes, obéissent à un rythme de composition, ordonnant les formes, leurs rapports et leur caractère, à des tracés souples et expressifs les individualisant en épousant leurs contours, leur direction propre et leur élan : qu'il s'agisse de formes animées ou de formes apparemment inertes mais qui toutes répondent, en leur structure profonde et leur configuration, à ces ordonnances secrètes présidant à la formation du cristal, à la croissance de la plante comme à l'embryogénie de chaque être vivant.

Mais c'est probablement dans l'examen attentif et l'analyse de ses dessins que se révèle avec le plus d'évidence et de clarté la vérité de cette proposition relative à l'art de Rembrandt. Je ne connais, à vrai dire, aucun dessinateur parmi les plus grands dont l'écriture soit aussi spontanée, aussi déterminante, aussi parfaitement expressive. Rembrandt dessinateur rejoint la calligraphie des maîtres chinois, coréens, et nippons, maniant le pinceau, la plume de roseau avec cette souveraine aisance, cet art des pleins et des déliés qui triomphe dans l'idéogramme autant que dans le calligramme mais qui, à la différence de nos peintres gestuels ne captant dans le réseau de

leurs gratuites arabesques que le néant, nous introduit au cœur du réel.



Dès ses premiers essais, et autant que nous puissions suivre les démarches du jeune peintre de Leyde qui, en dépit d'inévitables réminiscences, ayant reçu les leçons de Jacob Swanenburch et de Pieter Lastman, s'efforce de déchiffrer la physionomie de ses modèles familiers, on voit s'élaborer sa morphologie et sa syntaxe déjà si personnelles. Elles s'imposent à ses premiers compagnons et disciples, un Jan Lievens, un Gérard Dow..., chez lesquels on retrouve les linéaments de son écriture, le trait enveloppant, certaines audaces de la brosse et jusqu'à cette incision de la pâte à l'aide de la hampe du pinceau utilisée comme un burin afin d'aérer les surfaces. Mais alors que chez les disciples ces pratiques iront s'effaçant par le retour à de plus conventionnelles, elles s'élargiront chez le maître. Cette souveraine aisance va à l'encontre, en effet, des pratiques des ateliers de l'époque — lustrage des surfaces, fondu de la touche : tout ce travail de perfection apparente plus digne d'un miniaturiste que d'un peintre de chevalet, dont il savait parfaitement user à l'occasion, ne serait-ce que dans ses portraits de commande aux premières années d'Amsterdam, et auquel ses contemporains lui reprocheront de ne pas s'être tenu, peu sensibles à un lyrisme qui cadrerait mal avec leurs paisibles exigences. Elle s'assurera malgré tout avec le temps, pénétrant tous les compartiments de l'œuvre, aussi bien le modelé des figures, des visages et des mains que le rendu des accessoires, les éléments de l'architecture et du paysage, sous cette surprenante unité de texture et d'accent, présente dans la partie comme dans le tout. Elle est telle que si on détache un fragment de tableau, lui faisant subir par le moyen de la macrophotographie une projection à grande échelle, ce fragment nous apparaît souvent comme une admirable œuvre abstraite, de laquelle les meilleures réussites de nos tachistes et de nos abstraits lyriques n'approchent que de loin. C'est que précisément, en leurs labo-

rieuses variations sur des thèmes empruntés à des aspects élémentaires de la réalité, ces morceaux de bravoure ne sont au service de rien, ne sont animés et vivifiés par aucun concept perceptible et valable.

Tels fragments du vêtement des figures composant l'admirable tableau de « *La fiancée juive* », modulé et rythmé dans les roses et les jonquilles avec d'inimitables accents de lumière frissante, témoignent de cette virtuosité technique, capable de faire rêver n'importe quel peintre, mais n'ayant de signification esthétique que parce qu'elle a cette valeur morphologique et cette résonance dans une œuvre composée, harmonieuse, significative, où l'émotion répond à l'idée qui l'a fait naître, l'imagination créatrice à cette réalité transposée, fruit d'une observation pénétrante et d'une humble soumission au réel.

Mais que dire de plus sans déborder sur l'historiographie ou l'anecdote ? Il faut voir. Et ce modeste article n'a d'autre but que d'inviter les lecteurs à ne pas laisser passer une aussi rare et merveilleuses occasion de rencontrer Rembrandt chez lui, d'aller lui rendre visite en cette ville d'Amsterdam où il vécut quarante années de son existence, les plus laborieuses, les plus fécondes en impérissables chefs-d'œuvre : en ce Rijksmuseum, qui tel le *Musée Frans Hals*, à Haarlem, s'honorerait de porter son nom, car il n'en est pas de plus *royal*. Reprenant l'interrogation de Fromentin, ils y découvriront, peut-être « *la clef du mystère... une spiritualité profonde, car à le prendre ainsi, tout Rembrandt s'explique : sa vie, son œuvre, ses penchants, ses conceptions, sa poétique, et jusqu'à la patine de sa peinture, qui n'est qu'une spiritualisation audacieuse et cherchée des éléments matériels de son métier* » (1).

F.-H. LEM.

(1) Eugène Fromentin, « *Les maîtres d'autrefois* ».

(2) A l'occasion de la célébration du Troisième Centenaire de l'artiste, le Musée du Louvre a organisé, avec la collaboration de l'Institut néerlandais de Paris, Galerie Mollien, une exposition des plus belles eaux-fortes de Rembrandt, choisies dans les quatre principales collections conservées à Paris.

Armand BERNARDINI-SJØESTEDT

L'Occident et la bataille de Lépante

L'Europe Orientale à l'heure Turque.

Que faut-il penser, au regard des nations de notre Occident Chrétien, de ces belliqueux Ottomans qui se sont trouvés chez nous, et notamment en la personne de l'excellent Claude Farrère d'imprudents thuriféraires ? Rameau de la race touranienne, cousins donc des Magyars, des Bulgares et des Finnois, ils eurent de commun avec eux un stock de vertus viriles qui, faute chez eux d'avoir été christianisées, exacerbèrent en eux la Barbarie congénitale aux hordes conquérantes. S'ils se battaient c'était uniquement pour s'assurer de fructueuses razzias et pour imposer aux vaincus de perpétuels tributs. Les populations sur lesquelles ils étendaient leur domination leur restaient foncièrement étrangères. D'où une certaine tolérance de leur part toute de commodité. Etant entendu une fois pour toutes qu'un infidèle n'étant que semence de chiennerie et qu'il lui incombait de racheter chaque année le droit de vivre à la lumière du soleil. Ce en quoi ils observaient strictement les sourates du Coran. On verra plus loin par le supplice de Bragadino, l'héroïque défenseur martyrisé de Famagouste à quel degré de cruauté et de mépris de la chose jurée, ils pouvaient atteindre. Pour le reste faut-il évoquer le spectacle sabbatique dont s'accompagnaient leurs entrées dans les villes conquises ? Trotinant derrière quelque pacha à trois queues

(ces queues de cheval dont les Turcs faisaient leurs étendards), des harems de chèvres ornées de colliers et de bracelets précieux arboraient turbans et housses de soieries et de brocart. Peut-être après tout n'était-ce là que précieuses mascottes et lointaines réminiscences totémiques.

On pourrait, par contre, citer maints traits qui jettent sur un tel tableau un éclairage différent. Cette tolérance méprisante envers les peuples conquis pouvait s'accompagner d'une certaine mansuétude durable et sans doute dictée par des considérations politiques. Ainsi Mahomet II ayant conquis Byzance fit élire un Patriarche qu'il installa dans le quartier qui lui fut réservé, ce *Phanar* (le quartier du Phare) où des familles grecques prospérèrent des siècles durant. Elles firent d'ailleurs preuve envers la Porte du plus grand loyalisme et à ce point qu'elles se désintéressèrent totalement en 1814 des populations grecques de Morée révoltées contre la Porte. Les hospodars enfin, princes régnants de Valachie et de Moldavie, vassaux et collecteurs des tribus de la Porte avaient rang de pachas à trois queues et étaient sacrés par le patriarche de Constantinople. Ces « chiens » princiers régissant d'autres « chiens » étaient pour eux « right men in right places ». Tolérance intéressée donc et qui se muait, dès qu'un renégat embrassait l'Islam, en une confiance étrangement sans bornes. Ainsi Mourad II ayant annexé l'Albanie chargea Scanderbeg de conquérir la Serbie. Lequel, fils d'un prince albanais chrétien (un Castrioti) avait été remis comme otage au sultan, élevé au Sérail et converti de gré ou de force. Tournant casaque, il abjura son Islamisme et mena contre les Turcs la lutte héroïque, impitoyable et toujours victorieuse qui a immortalisé son nom. Deux siècles plus tard, ils commirent une même erreur en se confiant à ce pittoresque aventurier que fut Jean de Watteville (c'était un moine défroqué, séducteur de nonnes, meurtrier de son prieur et de combien d'autres) mais converti à l'Islam et chargé par les Turcs du commandement de leurs troupes opérant en Morée. L'autre s'aboucha avec les Vénitiens et, moyennant une absolution générale négociée par

eux avec Rome, leur livra les principales places qu'il était chargé de défendre. Après quoi il trahit l'Espagne pour la France et mourut abbé mitré de Beaune-les-Dames la première abbaye de Franche-Comté.

Nous verrons plus loin que les principaux amiraux de la flotte turque en son siècle d'or étaient des convertis ou des fils de convertis.

C'est que les sultans et les hauts hiérarques de l'Empire étaient des sangs mêlés et surmêlés. Conséquence de la polygamie des harems où pulullaient circassiennes, persanes, esclavonnes, hongroises et quoi encore ? prises de guerres ou réquisitionnées sur les marchés d'esclaves. Que d'odalisques aussi raziées sur les côtes d'Italie, de France, d'Espagne, de Sardaigne, de Sicile, de Corse et des Baléares ! Point de xénophobie et encore moins de racisme dans les sérails. Seulement une intolérance fanatique qui s'évanouissait dès la conversion à la religion du Prophète.

Il en allait tout autrement dans le menu peuple où régnait pratiquement — et pour cause — la monogamie. Les mœurs étaient demeurées patriarcales et la race pure. Le paysan turc, dur à la tâche, faisait un excellent soldat, d'une grande bravoure et d'une résistance physique extraordinaire. C'est à lui que s'appliqua primitivement l'expression « fort comme un Turc » et bien avant qu'elle s'étendit aux athlètes des champs de foire.

Moyennant quoi le pillage restait pour lui « une industrie nationale ».

Ce ne sont point seulement les discussions sur le sexe des anges qui ont perdu Byzance. Mais bien davantage les rivalités dynastiques et les Révolutions de Palais. Ce qui avait été l'Empire d'Orient ne vivait plus depuis que les sultans Osmanlis avaient établi leur capitale à Andrinople qu'une lente agonie. Ainsi lorsque Jean VI Paléologue eut été détrôné par son fils Andronic, il dut de se voir restauré au sultan Amurat, moyennant quoi il s'engagea en 1390 à lui verser tribut, à lui fournir des troupes et à faire raser les murailles de Constantinople.

Lorsque Bajazet III eut écrasé à Nicopolis la fleur de

la chevalerie chrétienne accourue au secours du roi de Hongrie, il sembla que c'en serait fait à court terme de l'Empire d'Orient. Des douze mille croisés, pour la plupart Français, bien peu avaient échappé au massacre. Les Turcs, pourtant, si bien partis à l'assaut de l'Occident étaient mal assurés de leurs derrières en Asie Mineure. Tamerlan ayant en vain sommé Bajazet de se reconnaître son vassal, remporta sur lui une éclatante victoire dans la plaine d'Ancyre, aujourd'hui Ankara, en 1402. Le sultan fut fait prisonnier et mourut huit mois après dans d'obscur conditions. Après quoi le Mongol se rua sur l'Asie Mineure et la Perse qui lui parurent une proie mieux à sa portée. De ce chef un répit inespéré était accordé à Byzance. Il devait durer un peu plus d'un demi-siècle.

Puis viennent les règnes de Soliman I^{er} (il meurt en 1410), de Musa (il meurt en 1415), d'Amurat I^{er} et de Mahomet I^{er} (1387-1421). Dix-neuf années pendant lesquelles l'invasion turque piétine. A noter l'appel désespéré de Manuel II Paléologue aux princes chrétiens et sa démarche au Concile de Constance (1415) à la suite de laquelle les Pères Conciliaires arrêtaient tout un programme de mesures à prendre contre les Turcs mais qui s'avérera, en fait, platonique.

Puis règne de 1422 à 1451 Amurat II. Son premier soin est d'attaquer Constantinople devant laquelle il échoue. Ses troupes sont chassées de Hongrie. Une ligue se forme contre lui dont l'armée est battue à Varna. Jean VII Paléologue étant mort peu après lui avoir demandé la paix, il est consulté par les Grecs sur le choix de son successeur. Arbitrage de bon voisinage ou vassalité de droit ? En tout cas les pourparlers avec Rome en vue de la fin du Schisme d'Orient ayant échoué, du fait de l'obstruction massive de la population, nous touchons là une des causes, peut-être la principale, du désastre final de l'Empire d'Orient. Les Grecs, depuis la prise de leur capitale par les Croisés en 1203 se méfiaient des Latins encore plus que des Turcs !

Nous nous sommes un peu étendus, ici où notre propos n'est point de donner un abrégé succinct de l'Histoire

de Turquie, en ces temps-là, sur la genèse de la chute de l'Empire d'Orient. Nous nous bornerons maintenant à dégager les grands linéaments de la période 1453-1572 c'est-à-dire jusqu'à la mort de Soliman II dont le successeur sera Selim II, le vaincu de Lépante.

Pour Mahomet II (1430-1566) la grande affaire va être la prise de Constantinople devant laquelle ont échoué ses prédécesseurs. L'antique Byzance tombera comme un fruit mûr, après toutefois une héroïque résistance au cours de laquelle Constantin XII, le dernier empereur d'Orient, trouva glorieusement la mort. La ville est mise à sac « à la turque », Sainte-Sophie devient une mosquée et Byzance s'appelle Stamboul. Le long esclavage du peuple grec commence. On sait que la date de cet événement d'une immense portée — 1453 — a été choisie à juste titre pour dater le début de l'Histoire Moderne.

« Conquérant de Stamboul », tel est le surnom que lui donnent ses sujets, Mahomet II va s'adjuger rien qu'en Europe la Serbie, la Valachie, la Grèce Continentale et Lesbos. Par contre il sera tenu en échec en Hongrie par Jean Hunyadi puis en Albanie par Scanderbeg. Ses hordes vont de flux en reflux, incendient, violent, massacrent, razziant des esclaves en Carinthie, en Carniole, en Hongrie. Elles échouent devant Rhodes. En Italie elles poussent une pointe jusqu'à Otrante.

Bajazet II (1447-1512) s'empare de la Bosnie et de la Croatie, ravage en profondeur le littoral oriental de l'Adriatique et répand la terreur en Sicile. Il est empoisonné par son fils Selim I^{er}, surnommé le Féroce qui fait massacrer 80.000 chiites, dissidents de l'Islam. C'est sous son règne — et cet événement nous fournit une date-jalon d'importance — que le premier des Barberousse s'empare, en 1516, d'Alger. Désormais et jusqu'à son écrasement à Lépante la marine turque ne cessera d'exercer une suprématie croissante dans toute la Méditerranée. Alger, Tunis et Tripoli, successivement vassales de la Porte vont lui être d'inépuisables réservoirs en marins d'élite et dont les razzias audacieuses sur les côtes du bassin occidental de la Méditerranée jetteront sur les marchés

d'esclaves ces solides gaillards dont les gardes-chiourmes savent faire d'excellents rameurs.

D'autre part si l'on considère le non-racisme des Turcs à partir de la conversion à l'Islam auquel nous nous référerions tout à l'heure on concevra tout le bénéfice que la marine turque a pu tirer de cette largeur d'esprit. Car enfin les deux Barberousse étaient fils de rênégats grecs, Dragut de chrétiens d'Anatolie, Piali-Pacha, était de sang hongrois, ayant été trouvé vagissant sur le champ de bataille de Mohacs en Transylvanie. Et le fameux Ullugh Ali, le dey d'Alger, celui qui reprit Tunis aux Espagnols après avoir été le seul à s'échapper à Lépante avec ses 35 galères, était Calabrais. Moine et captif des Turcs il avait apostasié sans jamais, nous dit Brantôme, avoir vraiment quitté le christianisme. Nous avons là tous les grands noms de la marine turque durant les deux premiers tiers du XVI^e siècle qui virent son apogée.

Selim le Féroce donc conquiert Alger. Il forme le dessein de s'adjuger l'Italie, menace qui réalise l'unanimité des princes chrétiens... Il se le tient pour dit et tourne ses ambitions vers l'Asie. Il est surpris par la mort.

Soliman II le Magnifique (1495-1566) lui succède. Il s'empare de Belgrade, puis s'en prend à Rhodes. Les chevaliers de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem déploient un tel héroïsme dans la défense de leur île qu'il songent à lever le siège. Mais il a des intelligences dans la place qui l'informent que la situation y est presque désespérée. Finalement le grand-maître obtient une capitulation avec tous les honneurs de la guerre. Vainqueur et vaincu échangent mille politesses. Puis l'Ordre se replie sur l'île de Malte que lui dévolue Charles-Quint avec l'accord du Saint-Siège. En 1531 les Turcs l'investissent mais échouent.

En 1526 les armées turques écrasent à Mohacs celles de Louis II de Hongrie qui y trouve la mort. Ferdinand d'Autriche lui succède. Les Turcs s'emparent de la Hongrie méridionale et de Bude. Ils mettent un instant le siège devant Vienne. Mais Ferdinand est devenu empereur

du fait de l'abdication de son frère Charles-Quint. Et les ennemis de nos ennemis étant nos amis, François I^{er} qui a engagé une lutte à mort avec la Maison d'Autriche va s'allier avec les Turcs. Les fameuses capitulations assurant la situation privilégiée de la France dans les mers du Levant sont signées en 1536. Et comme les chrysalides contiennent les papillons, ces stipulations consulaires et commerciales se transforment en une bonne et solide alliance militaire. Moyennant quoi Nice ayant été attaquée en 1543 par les forces conjuguées de la France et de la Turquie la ville fut prise d'assaut après un long siège. Les gentilshommes français serrant les poings et les dents et d'autres pleurant de leur impuissance durent assister à l'enlèvement par les marins de Barberousse des femmes et des vierges niçoises raziées pour les harems du Grand Turc. Les alliances politiques ont parfois de ces aspects déplaisants. Il en eût été de même en Corse à Bonifacio, n'était que cette ville attaquée par les alliés obtint de ne se rendre qu'aux seuls Français.

Soliman le Magnifique eut pour successeur Selim II (1524-1574).

La claire vision d'un grand événement historique postule la connaissance des prolégomènes dont il est l'aboutissement. Disons donc que la victoire de Lépante trouva ses origines dans une double convoitise longtemps espacée dans le temps.

Il s'agit d'une part de la cession du royaume de Chypre à la sérénissime république par la reine Catherine Candiano. Faute de quoi l'ultimatum de la Porte aux Vénitiens, dont la Sainte Ligue fut la conséquence, eût été sans objet.

Et, d'autre part, la conquête par les Turcs du duché de Naxos, dit aussi de l'Archipel, vassal de Venise depuis des siècles. Et sans laquelle le favori portugais de Selim II dont il avait fait le successeur des ducs vénitiens n'aurait pas jeté ensuite son dévolu sur l'ancien royaume des Lusignan.

Ces points étant posés ils appellent un certain nombre de précisions.

Catherine Candiano, patricienne vénitienne de très haut

rang (ses ancêtres ayant donné toute une dynastie dogarale) était veuve du dernier roi de Chypre du sang des Lusignan et qui lui légua sa couronne. Au vrai Jacques II n'était que le fils bâtard de son prédécesseur Jean III. Encore n'avait-il pu détrôner sa demi-sœur que sur l'intervention du sultan d'Égypte. Lequel fait pouvait fournir un semblant de fondement juridique aux futures prétentions de la Porte. La reine Catherine se voyant sans héritiers et sachant à quel point l'indépendance du royaume pouvait être précaire céda en 1485 ses droits à sa patrie. Laquelle, moyennant un tribut à la Porte baptisé de « présent » en tira grand profit près d'un siècle durant. Les vins de Chypre étant alors recherchés plus que tous autres.

A ce genre de « gentleman's agreement » avait succédé un traité d'alliance avec Soliman II qui fut ratifié par Selim II, son fils et successeur, lequel n'eut rien de plus pressé que de le déchirer à la première occasion. Ce sultan qu'on s'accorde à nous présenter comme un ivrogne et un débauché se prenait quasiment pour un dieu et se croyait tout permis. A tel point qu'étant tombé de cheval et quelqu'un de sa suite s'étant précipité pour le relever, il le fit tout aussitôt décapiter pour le châtier de l'audace qu'il avait eue d'oser porter la main sur son auguste personne.

Cet égocentriste olibrius ne voyait pour l'heure que par les yeux de son duc de Naxos. Cet inquiétant personnage, José Nazi, dit aussi Miquez, était né de parents originaires du Portugal et qui avaient dû et pour cause s'enfuir de ce pays... Il rêva, nous l'avons dit, de s'emparer de la couronne de Chypre, mais il dut se faire à cet effet, avec le grand Maréchal du Sérail Mustapha Lala, le grand Amiral Piali Pacha l'âme d'une camarilla dont les arguments — celui notamment de l'incendie aux causes mystérieuses de l'Arsenal de Venise — contrèrent victorieusement dans l'esprit du Sultan les sages objections du Grand Vizir Hehemet Sokoly. Quand Chypre eût été conquis, le duc de Naxos n'en ceignit pourtant pas la couronne. Piali Pacha avait été disgracié et Mustapha Lala exilé au fin fond de l'Empire. Le trop ambitieux

personnage n'eut plus qu'à se faire le plus petit possible.

Son intrigue pourtant avait abouti à l'envoi d'un ultimatum à la Sérénissime République, sommant celle-ci en dépit de tous les traités passés de remettre à la Porte l'île de Chypre tenue pour terre d'Islam. Ultimatum que le Grand Conseil repoussa sans arrogance mais avec la plus grande fermeté. « *Les Vénitiens, déclara-t-il, sont prêts à souffrir les dernières extrémités plutôt que de souffrir des conditions qui seraient injustes ou contraires à l'honneur de la République* ». Et d'adresser aussitôt un appel au Pape, le suppliant de prendre en main leur juste cause.

Les dés de fer étaient jetés.

La croisade — La victoire.

Serait-il vrai que cette physiognomonie que voici quelque deux siècles le Suisse Lavater entreprit d'ériger en discipline scientifique aurait été autre chose qu'ingénieuses spéculations ? On serait tenté de le croire à contempler les portraits que nous avons gardés de Saint Pie V. Une extraordinaire impression de spiritualité obstinée s'en dégage. Le profil, véritablement de médaille est d'un linéament qui, depuis l'occiput mincement nimbé de cheveux blancs contourne une calotte crânienne quelque peu aplatie. Puis, après un creux accentué se dessine un nez hors du commun, d'une lourde prééminence recourbée, qui fait songer à quelque oiseau méditatif. L'irrévérencieux évoquerait ici bien à tort l'appendice nasal d'un tapir. Rien de caricatural dans ces traits sur lesquels buterait la déformation malicieuse. Le menton, qu'on devine « en galoche » plonge dans l'abondance d'une barbe de patriarche. Mais surtout un éclair magnétique se décèle dans le creux des yeux. Tout en ce visage tourmenté d'une maigreur ascétique baigne dans une extraordinaire spiritualité.

Le Cardinal Michel Ghisleri appartenait à cet Ordre de Saint-Dominique, auquel fut dévolu de tout temps le redoutable monopole de l'Inquisition. C'est ainsi qu'il

était Inquisiteur Général pour les Etats de l'Eglise lorsqu'il accéda à la Papauté sous le nom de Pie V. Successeur de Pie IV qui venait de clôturer les sessions du Concile de Trente, c'est à lui qu'il incombait d'en promulguer les conclusions. Et notamment cet Ordo Missae qui durant quatre siècles allait fixer d'inébranlable façon la liturgie dominicale.

Sa foi étant sans faille, il combattit sans relâche toutes les hérésies de l'époque. C'est dire que détenteur du suprême Magistère autant que Pasteur vigilant il fut au premier chef un Pape Politique. Ce qui lui permit de discerner et de conjurer au prix d'incessants efforts et de lourds sacrifices pour la trésorerie pontificale la menace que les Turcs faisaient peser sur la chrétienté. Se jugeant et plus encore qu'aucun de ses prédécesseurs le dispensateur des couronnes il n'hésita pas à sommer Charles IX d'établir sur le trône de Navarre un prince de la maison de Valois, faute de quoi il eût invité le roi d'Espagne à se saisir de ce royaume. Et sans doute sa mort, à la veille de la Saint-Barthélemy, ne lui permit pas de pousser plus avant ce projet.

Par ailleurs il pratiqua d'héroïque façon toutes les vertus chrétiennes. Du témoignage de tous les contemporains sa charité se montrait inépuisable. Assistant quand les devoirs de sa charge lui en laissaient le loisir les malades des hôpitaux dans leur agonie il lui arrivait de baiser leurs ulcères. Il se montra par ailleurs si ménager des finances de l'Eglise qu'en dépit des saignées qu'y avait opéré le financement de la croisade de Lépante, elles présentèrent à sa mort un actif d'un million six cent treize mille écus d'or, somme jusqu'alors presque sans précédent en telle occurrence. Et ceci parce que, s'il avait fait du fils de sa sœur un cardinal Bonelli et le népotisme florissait à ce point en cour de Rome que s'il en avait agi autrement il eût encouru le blâme général — il ne songea jamais à enrichir les siens.

Ce très grand Pape rendit très saintement l'âme à Dieu le 1^{er} mai 1572. Béatifié par Clément X pour le Centenaire de sa Mort, Clément XI devait promulguer sa Canonisation en 1712, sa fête étant fixée au 5 mai.

Tel est l'adversaire qu'allait devoir affronter Sélim II. On conçoit que sa mort ait été fêtée à Constantinople par trois jours de réjouissances publiques.

Un conflit latent opposait alors le Saint-Siège à la Sérénissime République dont le Grand Conseil se montrait irréductiblement hostile aux pleins pouvoirs des Inquisiteurs. Pie V ne songe pas un instant à trouver sur ce point une monnaie d'échange à son concours qu'il voulut sans réserves. Il commença par faire tenir un secours de cent mille écus d'or au Doge, après quoi il adressa un pressant appel aux princes chrétiens leur conjurant de s'unir sans retard contre le péril immense dont était menacé la Chrétienté tout entière. La réponse de l'Empereur se traduisit par de vagues promesses dilatoires. Aussi bien était-il lié par le traité qu'il avait signé avec la Porte en 1568 de huit années de paix et de bon voisinage moyennant, de sa part, un « présent d'honneur » annuel. Tel était l'euphémisme dont la chancellerie aulique couvrait alors l'humiliation d'un tribut imposé. Quant à la France, l'alliance scellée vingt ans auparavant entre François 1^{er} n'avait pas été dénoncée elle continuait à valoir au pavillon français dans les mers du Levant un statut privilégié. Mais, surtout, les guerres de religion, un instant suspendues par la paix d'Amboise — elle ne semblait devoir être qu'une trêve précaire — interdisait à Catherine de Médicis de distraire son attention des affaires intérieures du Royaume. Le Roi d'Espagne, lui-même, se montrait réticent, ses meilleures troupes étant engagées dans les Flandres, voire dans l'ancien royaume de Grenade où les Maures s'étaient révoltés. Assez vite cependant les instances du Pape et la diplomatie de ses ambassadeurs eurent raison de ses tergiversations.

En fin de compte, la Sainte-Ligue se réduisit à une triple alliance de l'Espagne, de Venise et des Etats Romains. Pie V ayant répondu d'enthousiasme à la demande de Venise, la flotte pontificale renforcée au maximum et à grands frais fut placée sous le commandement de Marco Antonio Colonna. Quant à l'apport génois, il se réduisit à douze galères outre celles qui étaient la propriété per-

sonnelle d'André Doria, (neveu et homonyme du grand André Doria), amiral pour son propre compte d'une flotte qui déjà avait été à la solde de Charles Quint. Mentionnons encore le contingent non négligeable des galères fournies par l'Ordre de Malte. C'est sur elles que se trouvaient nombre de chevaliers des langues françaises de l'Ordre dont plusieurs tels Crillon, le futur « brave Crillon » d'Henri IV devaient se couvrir de gloire. Au total la Sainte-Ligue disposait de 200 galères, de cent vaisseaux de transport, de 50.000 fantassins, espagnols, flamands, allemands et italiens, de 4.500 chevaux-légers et d'une artillerie en proportion.

Tandis que la Sainte-Ligue se forgeait dans l'inévitable lenteur des improvisations, des tergiversations et des accommodements, les Turcs, eux agissaient.

Ils débarquaient à Chypre avec des moyens considérables, sous le commandement de Mustapha Lala Pacha. Nicosie, au centre de l'île, fut mise à sac après un siège de quarante-huit jours. Après quoi le siège fut mis devant Famagouste, l'antique capitale des Lusignan, après une héroïque défense la garnison sans vivres ni munitions capitula moyennant les honneurs de la guerre. Alors se produisit quelque chose d'abominable aux yeux mêmes les plus blasés par les atrocités dont l'Histoire est semée. Le gouverneur de Famagouste, Bragadino, fut invité à se rendre dans la tente de son vainqueur avec une escorte composée de la principale noblesse de la ville. Ce fut pour s'y faire enchaîner tandis que ses compagnons étaient égorgés. Puis le pacha ordonna qu'on lui coupât le nez et les oreilles. Treize jours après il fut conduit portant deux paniers de terre à son cou et dans la suite du pacha dans la tournée des murailles et à chaque brèche qui y avait été faite il était contraint à baiser la terre... Puis on le lia en haut d'un mât pour être vu de tous les prisonniers... Alors on le conduisit avec fifres et tambours au lieu de son dernier supplice. Ecorché vif, il expira avec la plus chrétienne des résignations, priant et attestant la perfidie de ses bourreaux violateurs de la foi jurée. Enfin le barbare fit empailler sa peau, et l'exhiba sous un dais qu'on promena dans la

ville, la pendit à un mât, et lui fit faire la tournée des ports de l'Illyrie et de Cilicie. Finalement il parvint à Constantinople, en hommage au Sultan, en même temps que les têtes coupées des principaux vénitiens de la ville.

Quand la nouvelle de ces faits parvint aux Croisés, ils suscitèrent une froide colère qui vint encore pousser au maximum leur froide résolution de venger pareil martyr.

Dans un consistoire tenu le 25 mai 1571 les articles de la Sainte-Ligue furent approuvés par le Sacré-Collège, puis jurés par le Pape et les ambassadeurs d'Espagne et de Venise, enfin, le 27 du même mois, annoncés à Saint-Pierre de Rome. Il s'agissait d'une alliance durable c'est-à-dire non limitée dans le temps, militaire, offensive autant que défensive, la porte restant ouverte aux adhésions ultérieures de l'Empereur et des autres princes chrétiens. Des consultations annuelles devant avoir lieu chaque automne en vue des plans de campagne pour l'année suivante. Enfin, l'alliance était dirigée non seulement contre la Turquie mais aussi contre les Etats Barbaresque, ses vassaux.

Ce n'est point à la légère que Pie V décida de confier à Don Juan d'Autriche le commandement suprême de la flotte et de l'armée chrétiennes. Il connaissait l'éclat de ses exploits comme l'étendue des connaissances militaires dont il avait fait preuve en Espagne contre les Morisques révoltés. Le fils naturel de Charles-Quint avait été reconnu par son père dans son testament où il était enjoint à Philippe II d'assurer la fortune de son frère. Ce qui fut fait à la lettre quoique semble-t-il sans grand enthousiasme. Ainsi, lorsque deux ans après sa victoire de Lépante don Juan ayant foncé sur Tunis et s'en étant emparé, ambitionna d'en ceindre la couronne il se heurta à une fin de non recevoir de Philippe II, moyennant quoi l'année suivante la ville était reprise aux Espagnols. Aussi bien la réponse du prince à l'infant héritier, don Carlos, est assez révélatrice des rapports entre le roi et son frère adultérin. L'un ayant jeté à ce dernier « après tout vous n'êtes qu'un bâtard » s'entendit répondre : « En

tout cas mon père valait mieux que le vôtre ». Ce qui était la vérité même dans toute la mesure où Charles-Quint dépassa en stature Philippe II. Et si en 1576 don Juan reçut le gouvernement général des Pays-Bas alors en pleine révolte, ce fut sans doute parce que personne d'autre que lui ne parut à la hauteur d'une telle tâche.

Tout dans la fière allure de don Juan d'Autriche décelait le sang auguste qui coulait dans ses veines. Son courage, on l'a vu, était indomptable. Mais c'était aussi, c'était surtout un Chef de Guerre et dont l'ascendant sur ses hommes était extraordinaire. Le choix de Pie V devant lequel les ambitions s'inclinèrent devait, à l'épreuve, apparaître providentiel. C'est ainsi que lorsqu'il se trouva en présence de la flotte turque, il désigna un pilote romain qu'il envoya gravir un pic voisin. Ce qui lui permit d'avoir un dénombrement exact des forces adverses. En l'espèce 250 galères alors que la flotte chrétienne n'en comptait que 202, plus six grandes galéasses vénitiennes peu maniables mais pourvues de grosse artillerie. C'est donc dans ces conditions très nettement défavorisées de son armement que don Juan dut engager un combat que tout autre que lui aurait vraisemblablement perdu.

Le 21 juin la flotte pontificale appareille d'Ostie pour Naples et de là pour Messine où la flotte vénitienne la rejoindra le 23 juillet. La flotte espagnole, retardée dans ses préparatifs n'entre en rade que le 24 août. Puis arrive un contingent génois de douze galères.

Le 16 septembre l'Armada cingle vers Corfou et le 3 octobre se dirige vers Céphalonie. Les flottes adverses connaissent leurs mouvements et leurs directions prévisibles par des éclaireurs. Elles se trouvent face à face au matin du 7 octobre, à l'entrée du golfe de Patras dont la flotte turque barre l'accès en avant du Cap Papos. Lequel golfe communique par le détroit de Lépante avec le golfe de Corinthe.

Don Juan dispose ses forces sur un front de 160 galères. Son aile droite commandée par le génois Doria étend ses forces vers le large. Son aile gauche sous les ordres du vénitien Veniero en fait autant en direction de la côte.

De leur côté, les Turcs se disposent au face à face. Leur amiral Ali pacha, au centre, a, sur sa droite, Mohamed Siroco et, sur sa gauche, Ullugh Ali, dey d'Alger lequel on le verra, s'opposera à Doria.

Don Juan d'Autriche fait arborer sur sa Reale l'éten-dard de pourpre et d'or que lui a fait parvenir Paul V, spécialement brodé à son intention et sur lequel on voit le Christ en croix entre Saint Pierre et Saint Paul. Puis, le Crucifix en main, dans un brigantin, il passe en revue le front des galères rangées en batailles pour les haran-guer. Il charge Colonna son second et Requesens d'en faire autant. Ceux-ci se glissent en profondeur dans la masse des galères jusqu'à celles tenues en réserve sous les ordres de l'amiral espagnol de Santa-Cruz et dont l'intervention va être décisive à un moment de la bataille.

Don Juan était un orateur autant qu'un chef. Ses exhor-tations galvanisèrent ses hommes. On se doute aisément du discours qu'il leur tint et dont les thèmes offraient peu de variations. Nul doute qu'il les exhorta à combat-tre farouchement, jusqu'au sacrifice consenti de leurs vies et leur rappela que qui tomberaient dans une telle ba-taille étaient assurés de monter droit au Ciel. Ceci en vertu des indulgences plénières qui leur avaient été dispen-sées par le Saint-Père. Sur quoi toute l'armée se mit à genoux et se prosterna devant le Crucifix.

La bataille s'engagea. Ce fut une lutte de galères, proue contre proue et d'un acharnement inouï. Bientôt la mer fut rouge de sang. Les forçats des galères chrétiennes, libérés de leurs liens sur leurs supplications combatti-rent d'héroïque façon ce qui valut aux plus valeureux d'entre eux soit la liberté soit des adoucissements à leur sort. Les esclaves chrétiens sur les galères turques qui restaient enchaînés à leur banc assommaient à coups de rames les Turcs qui s'enfuyaient à la nage de leurs navi-res coulant bas.

L'affaire commença par une canonnade qui devint géné-rale dès que don Juan en eut donné le signal par un pre-mier coup tiré de sa Reale. Il se produisit alors un évé-nement singulier et que toute l'armée des Chrétiens accueillit comme providentiel. Jusqu'alors l'avancée de

la flotte turque avait bénéficié du plus favorable des vents arrière. Mais sitôt que les deux flottes se trouvèrent à portée de canon, ce fut d'un seul coup la bonnasse. Et puis, brusquement le vent tourna, rabattant sur les galères turques les fumées de l'artillerie chrétienne et de la leur dont les canonnières ne purent pointer leurs pièces que dans un brouillard.

Au milieu des bordées tirées de part et d'autre, les deux flottes cinglaient l'une vers l'autre aux fins d'éperonnage et d'abordage. La mêlée devint indescriptible. Tout le centre de la flotte chrétienne tenait bon, ses galères magnifiquement au côte à côte. A l'aile droite une fausse manœuvre de Doria qui se laissa entraîner vers le large par une ruse d'Ullugh Ali, rompant ainsi le contact avec le gros de la flotte. Soudain le Turc fit demi-tour, le prenant de court et fonça sur les galères de Malte en trop petit nombre et sans couverture. Elle se défendirent au maximum de l'héroïsme et lorsque Santa-Cruz accourut avec ses réserves pour les dégager, les chevaliers avaient perdu leur étendard. Il ne restait d'ailleurs plus sur les ponts aux mâts brisés que quelques agonisants. Dans ces affaires — et de part et d'autre — on ne faisait pas quartier. Toujours est-il que l'incartade du génois avait considérablement troublé le dispositif de bataille en découvrant le centre de la flotte. A son aile gauche, quatre galères vénitiennes en ouvrant, dès le début de l'affaire, des bordées de tous ses canons avaient fait subir aux forces de Mohamed Cirocco de très lourdes pertes. Le déplacement du face à face des galères permit aux Turcs une attaque foudroyante des éléments de la flotte vénitienne commandées par Barbarigo lequel fut si grièvement blessé par une flèche qu'il en mourut le lendemain. D'où une courte panique à laquelle son neveu Contarini mit fin en prenant le commandement. Pourtant des galères turques avaient pu s'infiltrer dans le dispositif chrétien. Mal secondées elles se trouvèrent en si mauvaise posture que leurs équipages voyant la côte proche s'enfuirent à la nage.

L'issue de la bataille, pourtant, paraissait encore confuse. Profitant d'un avantage marqué de ses forces don

Juan décida d'en finir. Prenant quatre cents hommes avec lui il se lança à l'attaque de la capitane de la flotte turque et s'en rendit maître. L'Amiral turc Ali Pacha fut tué dans le combat. Celui qui était appelé à prendre sa place mais dont la galère désertée par son équipage flottait sans gouvernail au ras de l'eau sauta dans un brigantin qu'il tenait prêt et put s'éclipser dans l'universelle confusion. Dès lors les Turcs privés de commandement et durement décimés furent pris de panique. Le sauf-qui-peut devint général.

La Victoire des Chrétiens s'avérait complète. Certes, ils avaient perdu huit ou neuf mille hommes dont beaucoup expirèrent des suites de leurs blessures dues à des flèches et qui avaient été mal pansées. Mais la plupart de leurs galères n'avaient subi que des avaries mineures. Du côté des Turcs le bilan des pertes s'avérait désastreux. Ils avaient perdu près de 30.000 hommes. En tous cas 10.000 prisonniers furent dénombrés. Cent vingt de leurs galères avaient été prises ou incendiées. Et douze mille captifs chrétiens qui gémissaient dans les chiourmes recouvrèrent la liberté.

Moyennant quoi, depuis des siècles, certains esprits qui se répètent les uns les autres estiment, nous l'avons déjà noté, qu'il s'agit là d'une victoire en fin de compte stérile. Ainsi affectait d'en juger le sultan déconfit lorsque, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, il susurrail au « bagle », c'est-à-dire au consul de Venise. « Vous nous avez coupé la barbe (en l'espèce, la flotte) mais une barbe cela repousse. Nous, nous vous avons coupé un bras (allusion à la perte de Chypre). Et un bras cela ne repousse pas ».

L'apologue de Sélim II tombait dans le vide. Sa barbe rasée à Lépante ne repoussa que dans le clairsemé des poils follets. L'orgueilleuse flotte ottomane dont la suprématie absolue avait fait trembler d'effroi toutes les nations riveraines de la Méditerranée avait vécu. Et désormais ce sera à la pouillerie nautique des Barbaresques d'en assurer, sordidement, la relève.

Et voici qui pourra susciter l'ironique scepticisme d'aucuns qui se veulent cartésiens mais que Descartes — il

écrivit aussi les « *Méditations Métaphysiques* » — n'eût point récusé. Il s'agit de la vision dont Pie V après qu'il se fût abîmé des jours durant dans la prière fut privilégié à l'instant même où se décidait le sort d'une bataille qu'il avait voulue. Soudain en plein consistoire, il quitta les cardinaux et, ayant ouvert la fenêtre, contempla le Ciel quelques instants... Après quoi il annonça à l'assistance qu'il ne s'agissait plus que de rendre grâces à Dieu pour la victoire qu'il avait accordée à l'armée chrétienne. Libre à nos rationalistes d'alléguer ici quelque phénomène de télépathie dû à une tension trop forte de l'esprit. Le fait est là, attesté par maints témoins hautement dignes de foi et qui fut allégué lors des procès en béatification et en canonisation.

Il y eut, on le conçoit, maints *Te Deum* et réjouissances populaires. Une bulle pontificale prescrivit que le jour anniversaire de cette victoire, le 7 octobre, serait consacré à la fête de Notre-Dame de la Victoire dont le culte ainsi instauré allait être honoré de nombre d'indulgences et de privilèges. Cette fête est désormais celle de Notre-Dame du Rosaire dont la pieuse pratique s'est trouvée ainsi officialisée. En outre il fut prescrit que le lendemain du 7 octobre, en la fête de Sainte Brigitte de Suède, l'Office des Morts serait célébré pour le repos des âmes des héros chrétiens tombés dans cette bataille. La tradition en tombait en désuétude. Elle a été reprise sur l'initiative du Comité provisoire pour la Commémoration du Quatrième Centenaire de Lépante. C'est ainsi que le 8 octobre 1968 un office a été célébré en la Basilique Notre-Dame des Victoires. Il en fut de même l'année suivante, plusieurs offices étant en outre célébrés en province.

Venise, on le conçoit commémora avec un extraordinaire éclat une victoire qui était au premier chef la sienne. Il fut défendu aux proches des héros tombés en martyrs et dès lors admis à l'éternelle félicité de porter leur deuil. Tous les captifs quels qu'aient pu être leurs crimes furent remis en liberté. Il fut en outre ordonné que Sainte Justine dont la fête tombait le 7 octobre serait désormais honorée comme une des patronnes de la

Sérénissime République et qu'il serait battu monnaie à son image.

« *Dignus et justus erat* » pourrait-on dire. Toute cité, toute nation qui ne se connaissent pas de cultes et toute civilisation sans Dieu sont à brève échéance inviablés. L'agnosticisme officiel les voue soit à la « contestation » sans frein qui est anarchie pure, soit au despotisme totalitaire. Qu'on le veuille ou non il en ira toujours ainsi.

Parenthèses et conclusions.

Oui, il serait contre la nature même des choses qu'un événement d'une telle portée, dans l'immédiat et dans ses incidences, ne soit pas pieusement et solennellement commémoré. Et puisque on prétend l'enfoncer dans un injurieux oubli il convient qu'il soit efficacement réactualisé. Faute de quoi les nouvelles générations perdraient toute notion de l'une des plus hautes leçons que nous ont léguées nos pères. Et faute desquelles nous ne serions pas nous.

Il s'agit, aussi, de rendre un juste hommage à l'un des plus grands papes qui aient honoré l'Eglise par l'héroïcité de leurs vertus. Aussi bien, la série des papes de ce nom, depuis Saint Pie I^{er} jusqu'à Saint Pie X est celle qui a donné le plus de saints. Un jour, sans aucun doute, Pie XII à son tour... N'empêche que ce nom-là semble aujourd'hui frappé d'ostracisme au même titre que ceux de Léon, de Clément et de Benoît dans l'éventail des noms disponibles pour les nouveaux papes. Le choix même du nom de Jean XXIII sembla marquer une volonté de rupture avec l'Ere Tridentine de l'Eglise. En même temps que de reconnaissance implicite de la suprématie du Concile sur le Pape. Car, enfin, on n'a pas suffisamment remarqué que celui de Constance, en 1415, avait déposé un premier Jean XXIII, aimablement accusé d'hérésie, de simonie et de sodomie et qui, après avoir fait sa soumission au nouveau pape élu Martin V qui en éprouvait fort le besoin, mourut cardinal et doyen du Sacré Collège. Son trône qui dans les consistoires dominait les sièges des autres cardinaux était seulement un

peu moins haut que celui de son successeur. Et son épitaphe sur son somptueux tombeau à Saint-Jean-de-Latran mentionne bel et bien qu'il avait été pape de 1410 à 1415. Or il avait créé sept ou huit cardinaux dont le célèbre Cardinal d'Ailly, surnommé le « Marteau des Hérétiques ». Plusieurs après eux siégèrent dans les conclaves où les élections se décidèrent à une ou deux voix près. Il sacra également des évêques dont certains furent après lui promus à la pourpre. Si donc ce premier Jean XXIII était un pseudo-pape il ne pouvait créer que de pseudo-cardinaux qui ne pouvaient contribuer à l'élection que de pseudo-papes. Situation impossible, on le voit, et dont la seule solution serait de supprimer de la « dynastie » des papes Jean XV, par exemple, qui fut élu en 985 mais mourut avant d'être sacré. Ce serait d'ailleurs lui qui au dire de certaine légende aurait été la mythique papesse Jeanne. Alors le cardinal Cossa redeviendrait Jean XXII et le cardinal Roncalli resterait Jean XXIII. Faute de quoi on devrait l'appeler Jean XXIII *bis*.

Longue parenthèse que celle-là mais en aucune façon digressive. Dans toute la mesure où elle souligne l'inconséquence majeure de l'*aggiornamento*. Lequel, dans les conséquences qu'ils en veulent tirer, incite des clercs aberrants à saper à coups de rageuses cognées l'édifice deux fois millénaire dont la victoire de Lépante fut, temporellement, un des plus beaux fleurons. Plaise au ciel qu'une autre conséquence d'une telle méprise ne suscite pas la prétention d'un nouveau concile de déposer, comme à Constance, un nouveau pontife estimé lui insuffisamment « ouvert au monde » !

Nous nous sommes parfois demandé — et rien de moins oiseux que cette question — s'il se trouvait des flammes noires dans les pavois chrétiens à Lépante.

C'est que les drapeaux noirs — obligatoirement frappés d'ailleurs d'un crâne et de tibias — ne furent adoptés par la flibuste que très postérieurement à la bataille de Lépante, de même qu'ils ne devinrent ceux de l'anarchie que tout à la fin du siècle dernier. Auparavant — la Croix-Rouge n'existant pas encore — ils flottaient sur les ambulances des champs de bataille. Ils étaient aussi l'em-

blème des résistances indomptables. Sans doute flottèrent-ils sur Saragosse. En tout cas, ils furent arborés avec l'acquiescement de lord Byron sur Missolonghi déjà agonisante. Tout indique qu'ils furent, dès la chute de Constantinople, le signe de ralliement clandestin d'une Résistance grecque contre l'oppression ottomane. En tout cas, il est absolument concluant de constater que les grands ordres chevaleresques des Croisades ont arboré des rubans noirs en sautoir de leurs insignes. Aussi bien l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem, souverain de Malte puis de Rhodes que l'Ordre de Sainte-Marie des Allemands dit aussi Ordre Teutonique et qu'enfin l'Ordre du Saint-Sépulcre. En deuil sans doute de la Crucifixion. En symbole aussi de Rédemption et d'Espérance.

Maurice Bardèche ne se trompait donc pas qui dans son récent ouvrage « Sparte et les Sudistes » — il n'est accessible qu'à un public de qualité — discernait, avec une extraordinaire prescience, le rôle capital que la « *Chevalerie Noire* » a joué et est appelée à jouer encore dans la Défense des hautes valeurs de l'Occident.

Pour notre part, nous n'avons pas un instant partagé la réaction de certains bien-pensants entrant en hystériques convulsions devant les drapeaux noirs fort ingénument brandis par les étudiants sur les barricades. Par contre ces éternels myopes s'accommodaient fort bien des drapeaux rouges du Bolchevisme, suffisamment « dédouanés » à leurs yeux par les défilés en 1936 du Front Populaire et par son jumelage avec le tricolore lors de la Libération. Alors qu'ici des drapeaux noirs étaient arborés moins dans un romantisme de bravade que par souci de se dissocier du haillon sanglant du Communisme inhumain.

Dans son allocution dominicale aux pèlerins du 19 octobre dernier Paul VI, en même temps qu'il fixait des bornes infranchissables au prurit de novations à tout prix qui désole présentement l'Eglise, mettait au compte des légitimes aspirations de l'*aggiornamento* le changement « des idées erronées et des mœurs décadentes ». Il est bien évident que les réformateurs en trouveront toujours selon leur optique. Et qu'en bonne logique la décadence

des mœurs sera toujours fonction des idées erronées, dont les pires résident en l'occurrence dans cette phobie des valeurs aristocratiques qui est aux antipodes de toute véritable promotion sociale et culturelle des masses laborieuses. Et, qui le savent beaucoup mieux que tant qui prétendent parler en leur nom. Et ne veulent pas voir, que le « peuple de Dieu » aspire bien davantage à une Eglise « triomphaliste » qu'à une Eglise misérabiliste.

Une société ne vaut que par les élites qu'elle secrète. Elites non de la naissance et encore moins de la fortune ni de ce qu'on appelle la « culture ». Mais des âmes bien nées et des cœurs bien placés. Et dont la Chevalerie restera l'éternel prototype.

Le terme peut être désuet au possible, et sa panoplie du ressort du scoutisme. Trop de contrefaçons, celles des sociétés secrètes et celles des « ordres » de pacotille en ont déconsidéré jusqu'à la notion. Aussi dans le prodigieux avilissement d'une société avide de réussite à tout prix et de jouissances matérielles un geste « chevaleresque » n'est admissible que sur la scène ou le petit écran. Partout ailleurs il est reçu comme jobarderie pure et volonté de se singulariser.

Le monde, pourtant, est jobarderie pure et volonté de loire pérenne » dont parlait Montaigne. Et puisque le Souverain Pontife, dans l'allocution précitée faisait allusion à « ces signes des temps auxquels il convient d'être attentifs » nous noterons, pour notre part, certains indices hautement significatifs. Et qui n'ont rien à voir avec les impressions toutes subjectives d'un optimisme incoercible. Tous les observateurs qui se penchent sur les générations qui montent savent que l'excessivisme même de leurs contestations les rendent disponibles pour les plus saines réactions. Le vrai demeure, qu'elles vomissent un univers de robots et d'hallucinés Beatnicks, Hyppies et drogués d'aujourd'hui ou blousons noirs d'hier, mornes victimes d'une société en perdition, tout cela n'est en rien représentatif des légions nouvelles qui se lèvent et qui d'instinct « mettront leurs pas dans les pas de leurs grands aïeux ». La jeunesse ardente de Prague mon-

tant la garde sur la place où Jean Palase s'est immolé n'est-ce pas une Chevalerie de Saint-Wenceslas ? Et combien des jeunes de chez nous qui se trouvèrent sur les barricades de mai 1968 ne furent-ils pas de cœur avec elle, quelque signification qu'ils aient pu donner à leurs juvéniles étendards ? Oui, comme elle est récupérable cette jeunesse diffamée !

Ceci, un des observateurs les plus sagaces de l'époque le sait bien. Nous songeons ici à Jacques Ploncard-d'Assac à qui il fut donné de mûrir, durant vingt ans et plus et sous l'égide du Président Salazar, une œuvre primordiale de restauration des authentiques valeurs. Or la « Société de Philosophie Politique » dont il est le promoteur a trouvé dans nos milieux estudiantins le meilleur de son audience. C'est grâce à lui que fut annoncée pour la première fois dans la « Presse » de Lisbonne, la fondation du « Comité International du Quatrième Centenaire ».

Au reste cet organisme déjà bien structuré, tout provisoire qu'il soit encore, ne recueille d'adhésions qu'à bons escient. Certaines d'une exceptionnelle qualité, telle celle de Monseigneur Ducaud-Bourget, chapelain conventuel de l'Ordre Souverain de Malte qui voulut bien consacrer dans « *Exil et Liberté* » de notre ami François de Romainville un important article à notre initiative. Mentionnons encore les précieux concours d'un membre de l'Enseignement Supérieur M. Jean-Pierre Lassalle qui est aussi un poète de classe, de M. Guy de Georges de Ledenon dont les lecteurs de « Défense de l'Occident » connaissent déjà le nom. Et « *last but not last* » Eugène Rouvelou qui jadis professa à l'Institut d'Action Française.

La publication, enfin, de ces pages, conséquence de la sympathie marquée que Maurice Bardèche veut bien porter à nos efforts, dans une revue dont le titre même sonne comme un cri de ralliement qui nous est commun représente un tournant décisif de notre propagande.

Plusieurs entrefilets publiés de-ci de-là dans la presse nous ont valu un courrier déjà volumineux. C'est ainsi qu'il nous a été suggéré de « définir une éthique d'un courant d'idées qui pourrait être un *Léphantisme* ». Voici qui

pour l'heure dépasse nos plus audacieuses ambitions. Elles se bornent à un certain nombre de concrétisations mieux à notre portée... Telles la célébration chaque année, le 8 octobre, d'Offices des Morts à l'intention des âmes des héros tombés à Lépante et aussi dans toutes les Croisades. La frappe, ensuite, d'une médaille commémorative au sujet de quoi des pourparlers sont d'ores et déjà engagés. Vous pourriez également, nous chuchote-t-on, pousser à la roue pour l'émission d'une vignette-postale. Non chez nous, certes, mais dans tel état historiquement « concerné » par la grande date à commémorer Saint Marin, par exemple peut-être. La fondation d'un prix littéraire empruntant son nom au glorieux « manchot de Lépante ». Ce Prix « Cervantès » pourrait être décerné annuellement à une œuvre de haute qualité d'inspiration traditionnaliste. Enfin très éventuellement un pèlerinage international sur la tombe de Saint Pie V, en l'Eglise Saint-André de Rome où fut inhumée sa dépouille mortelle avant le transport consécutif à sa canonisation de ses reliques dans sa ville natale.

Tout cela peut être mené à bien, au moins en grande partie, dans les deux années qui nous séparent du 7 octobre 1971. Nous avons le ferme espoir d'y parvenir. Parce que nous croyons à l'efficacité des efforts imperturbablement poursuivis dans le plein Vent des Temps qui viennent. Pour un Rassemblement des neuves élites « à l'ombre des épées de Lépante ».

Armand BERNARDINI-SJÆSTEDT.

LES LIVRES DU MOIS

« **LE DOSSIER LAVAL** », de Claude GOUNELLE, aux Editions PLON, 760 pages.

Depuis quelque 25 ans que le Mont Valérien sert de prétexte à toutes les propagandes résistentiales, les choses ont bien changé et si la perspective d'une révision du procès du Maréchal Pétain, si improbable soit-elle, compte des appuis ou des silences complices au sein d'une partie de la presse, il est tout autant significatif que le mot de collaboration ne rencontre heureusement plus dans la soi-disant Opinion Publique cette aversion irréfléchie et passionnée qui fut la cause des grandes charretées de 1944 et 1945.

Mais pourtant il est un homme qui demeure encore à l'écart des pardons électoraux, qui traîne toujours derrière lui une odeur de trahison : je veux parler de Pierre LAVAL. Le livre de Claude GOUNELLE vient à son heure car il est temps de remettre chaque chose à sa place et de rétablir la vérité des faits ; bref, il faut réouvrir « le dossier Laval » dans un souci d'équité — quel mot étrange aujourd'hui — ou tout au moins d'honnêteté historique.

Cet ouvrage se présente à la manière d'un procès et respecte donc les règles de la procédure pénale : les faits retenus, l'accusation, la défense et les déclarations de l'accusé. Les trois premiers éléments de ce procès sont connus et tout au plus faut-il signaler le curieux comportement des témoins, autant ceux de l'accusation que de la défense. Dans la plupart des cas, ils furent les détracteurs ou les avocats d'une politique sans se soucier de l'homme accusé car chacune le savait déjà condamné par décision supérieure.

Les déclarations de Pierre Laval, dans la manière dont elles sont classées par chefs d'inculpation ; dans la précision des réponses aux différentes accusations qu'elles viennent du parquet ou des témoins dont il faut souligner pour la plupart de ces derniers la fadeur imbécile des arguments patrioticards, ces déclarations contiennent donc à elles seules toutes les

raisons d'une révision de ce procès volontairement bâclé à l'époque. 24 ans après, le livre de Claude GOUNELLE, s'il n'est pas une réhabilitation, nous apporte tout au moins les éléments indispensables à un jugement sain sur cette époque où, une fois de plus, les Français ne s'aimaient pas.

Jean-Paul ROUDEAU

« NEW-YORK ENTRE DE GAULLE ET PETAIN : les Français aux Etats-Unis de 40 à 46 », de Guy FRITSCH-ESTRANGIN, aux Editions de LA TABLE RONDE, 245 pages, 18 F.

Dans un ouvrage consacré à la dernière guerre, Alfred Fabre-Luce distinguait trois sortes de France : une France interdite, où l'occupation fut plus lourde et les bombardements plus nombreux ; une autre prisonnière, rationnée et incertaine, où la liberté fut plus une illusion qu'une réalité et enfin une France émigrée.

La France émigrée dont nous parle Guy FRITSCH-ESTRANGIN, alors directeur de l'Agence Havas aux Etats-Unis, est celle de New-York qui accueillit dès les premiers jours de la débâcle de 1940 quelques Français privilégiés beaucoup plus soucieux de leur survie que de celle de la France. Le mouvement se précipita à tel point que, à l'exemple des émigrés de Coblenze, les quelque vingt mille réchappés de la catastrophe purent entretenir en terre étrangère le culte du souvenir et constituer des organisations en vue d'une revanche très hypothétique car tous ces Français partirent avec la vision de nos combats malheureux, gardant encore le souvenir d'une France anéantie à laquelle seule la politique d'armistice du Maréchal Pétain conservait une petite chance de résurrection.

Comment se fait-il alors qu'en l'espace de quelque quatre ans, l'opinion des émigrés français ait si complètement changé d'autant que les dirigeants américains se refusèrent, jusqu'à la fin de la guerre, à considérer les chefs londoniens comme étant les représentants légitimes de la France ? M. Guy FRITSCH-ESTRANGIN rappelle à ce sujet la réflexion que lui fit un jour le chef des services de presse au Département d'Etat, Monsieur McDermott : « Je puis vous dire que si même un jour nous rompons les relations avec Vichy, il est quasiment certain que nous ne reconnaitrons pas le comité gaulliste comme le gouvernement de la France ». C'était en 1941 et M. McDermott, tout comme l'auteur, sous-estimait très certainement la propagande influente des agents gaullistes dont l'association « France-Forever » fut « le fer de lance ». Par tous les moyens, la corruption des marins du

« Richelieu » est un exemple, ils s'employèrent à tuer le crédit où l'influence que pouvait avoir encore le gouvernement légal de la France.

Un autre exemple de cette propagande m'est fourni par une appréciation personnelle de Guy FRITSCH-ESTRANGIN lui-même qui écrit que l'affaire de Syrie « apporta la preuve tangible d'une collaboration militaire de la France avec les pays de l'Axe » et il poursuit en déclarant que cette triste aventure fut l'une des raisons majeures qui poussèrent les Français américains à se jeter dans les bras de De Gaulle. Ce jugement sur la guerre de Syrie repose sur des bases fausses et je n'en voudrais pour témoignage que celui de l'Amiral Auphan qui reconnaissait « qu'à Vichy comme à Beyrouth, personne ne voulait d'une cobelligérance qui nous eût fait combattre nos ex-alliés aux côtés de nos ex-ennemis » (1).

La propagande gaulliste fut donc bien faite, reconnaissons lui au moins ce mérite, et chacun de ses artisans dut applaudir sans retenue à l'assassinat de l'Amiral Darlan car en face de De Gaulle ne se trouvait plus maintenant que le Général Giraud, bon militaire sans doute mais piètre diplomate qui ne comprit jamais le goût des Américains pour la publicité et le decorum.

Les restrictions que l'on peut apporter sont minimales par rapport à l'intérêt général de ce livre et le moins que l'on puisse dire est que Guy FRITSCH-ESTRANGIN sait de quoi il parle. Son témoignage était indispensable car il sert grandement à compléter l'Histoire au détriment de toutes les histoires complaisantes qui ont pu être écrites.

Jean-Paul ROUDEAU

« L'ANTISEMITISME : son histoire et ses causes », par Bernard LAZARE, collection Documents et Témoignages, 200 p., 18 F.

La présentation de l'éditeur nous prévient qu'il s'agit d'une réédition et que l'auteur est un journaliste israélite contemporain de l'affaire Dreyfus puisqu'il fut à l'origine de la révision du procès. Ne l'aurai-je pas su, aurai-je ignoré jusqu'au nom de Bernard LAZARE que la densité de cet ouvrage, les

(1) « LA GUERRE DE SYRIE, Juin-Juillet 1941 », par Jacques Le Corbeiller, préface de l'Amiral Auphan, distribué par DIFFUSION DE LA PENSÉE FRANÇAISE à 86 - CHIRE-EN-MONTREUIL.

références soigneusement indiquées, bref, que tout ce travail d'archiviste consciencieux et travailleur, qui n'est plus rencontré que chez quelques auteurs de thèses universitaires, m'aurait laissé deviner qu'il s'agissait d'un ouvrage écrit à une époque où le goût de la publicité et de la rentabilité immédiate était encore nettement inférieur à celui du travail bien fait. En effet, le moins que l'on puisse dire de ce livre est qu'il constitue une somme indispensable de discussions des arguments favorables à l'antisémitisme.

Bernard LAZARE, qui a marqué de son influence plusieurs écrivains dont Henri Massis, établit une différence, née de l'observation historique, entre l'antijudaïsme aux « motivations » assez floues, beaucoup plus sentimentales que raisonnées et l'antisémitisme moderne avec ses doctrinaires, ses bases pseudo-scientifiques et ses défenseurs réfléchis. Il est vrai en effet que, si, de tout temps, les sentiments nationalistes se sont heurtés à l'internationalisme juif, les griefs populaires contre la finance juive, la domination juive, ne sont pas antérieures au XVIII^e siècle. Pour Bernard LAZARE, l'antisémitisme moderne est né de l'observation des faits ce qui lui confère ce caractère doctrinal.

Certains chapitres ont vieillis depuis la fin du siècle dernier, époque à laquelle fut écrit ce livre, et je n'en veux citer pour exemple que celui consacré à la « race » car plus personne ne conteste aujourd'hui que l'antisémitisme est autre chose qu'une querelle raciale et que les discussions sur la morphologie des uns et des autres relèvent de la plus haute fantaisie. Mais Bernard LAZARE ne néglige aucun des arguments avancés par les antisémites et il les réfute avec un concours d'exemples, de témoignages et d'argumentations qui font de « L'ANTISEMITISME » une étude documentée que l'on peut citer en référence.

Jean-Paul ROUDEAU

Chronique des Arts

NAPOLÉON, PROTECTEUR DES ARTS

*Grand Palais, Archives Nationales,
Bibliothèque Nationale, Malmaison, Ajaccio.*

De multiples manifestations, organisées en France métropolitaine et en Corse, célèbrent avec éclat le deuxième centenaire de la naissance à Ajaccio de Napoléon Bonaparte, second fils d'un petit gentilhomme corse, dont le destin devait être si singulier et la légende plus singulière encore. Il ne nous appartient pas de donner ici le compte rendu, même très elliptique, de ces multiples expositions qui se complètent les unes, les autres, chacune s'efforçant de mettre en relief un des aspects de sa personnalité, de son histoire, des créations faites et des influences exercées par ce personnage hors de pair : au Musée de la Légion d'honneur, sa fondation de l'Ordre ; au Grand Palais, les étapes de sa biographie avec les fastes du règne ; aux Archives nationales, les traits les plus intimes de sa physionomie ; à la Bibliothèque nationale, les sources et le développement de sa légende ; à la Malmaison et à l'Orangerie de Bois-Préau, quelques traits de sa vie privée dans ce cadre d'élection aménagé par Joséphine, celle qui fut l'initiatrice, l'égérie avant d'être sacrifiée aux ambitions dynastiques ; à Ajaccio, tout ce qui a trait plus spécialement à la famille impériale, et dont la Corse tire sa plus grande illustration, ce qui ne veut pas dire la plus légitime.

Il ne nous appartient pas davantage de porter un jugement de valeur, psychologique et historique, sur l'homme, qui a suscité une littérature si importante et si contradictoire qu'avant longtemps il sera difficile d'en faire une synthèse valable et une critique objective. Que Napoléon Bonaparte ait eu, grâce aux

circonstances, un destin exceptionnel, aussi tumultueux et aussi bref que brillant, c'est un fait incontestable. Qu'il ait au même titre réussi sa vie et atteint les objectifs qu'il s'était fixés, l'échec est patent et non moins incontestable. Que l'accomplissement de ce destin historique ait été bienfaisant, ne serait-ce que pour sa propre patrie, on peut en débattre longtemps, tout en se référant à des critères d'appréciation contradictoires. En fait, tacticien merveilleux, mauvais stratège puisqu'en définitive toutes ses entreprises, militaires et diplomatiques ont échoué, Napoléon a tout raté sauf sa légende, à l'édification de laquelle il a travaillé toute sa vie active et durant les quelques années d'exil et de retraite à Sainte-Hélène, en homme de théâtre et en homme de lettres accompli. Et il est fort dommage que ce thème essentiel ait donné lieu à une exposition aussi restreinte, aussi banale, aussi profondément ennuyeuse que celle de la Bibliothèque nationale, car c'est sur ce thème de la Légende qu'il eût convenu de mettre l'accent, en donnant à la célébration de ce deuxième centenaire sa plus valable signification et en nous montrant Napoléon tel qu'il fut et tel qu'il se voulut — tel que nous l'avons projeté sur l'écran de cette Légende qui est devenue elle-même de l'Histoire.

Il est un aspect de Napoléon sur lequel il convient ici de mettre l'accent : celui de Napoléon protecteur des arts. Dans quelle mesure et de quelle manière Bonaparte Premier Consul, Napoléon Empereur a-t-il exercé son influence sur l'orientation et le développement de l'art de son époque, y mettant son empreinte, l'éclairant du reflet de sa personnalité, à la manière des grands monarques ou princes du passé qui furent aussi des mécènes, au point qu'on a pu qualifier la culture, l'art, le style même de leur époque en leur conférant leur nom : le siècle de Périclès, celui d'Auguste, la Florence des Médicis, le siècle de Louis XIV... Il y a eu *la France napoléonienne* et il existe *un style Empire*, deux faits également incontestables, sur lesquels il conviendrait de porter un

jugement de qualité ne fut-il qu'esthétique. Par certains côtés *cette France napoléonienne* et ce *Style Empire* retrouvent et recourent celle et celui de notre xvii^e siècle, la France et le style de Louis XIV. Mais par les apparences les plus spécieuses, le goût et le sentiment de l'ordre, fut-il compassé, de la grandeur majestueuse, d'un éclat soutenu, d'une discipline imposée qui sacrifie aux conventions, à l'académisme, les élans individuels et les impératifs plus efficaces liés à la préoccupation et à la promotion de la beauté, de ses véritables attributs en toutes ses manifestations et en tous ses domaines, par la recherche et la culture d'un art qui ne soit pas seulement un art de prestige, d'appui politique national et international, mais un art ayant des objectifs à la fois plus spirituels et plus humains, qui tendent à l'exhaussement de la condition des hommes, non à leur domination et encore moins à leur asservissement.

Sur ce plan, il y aurait beaucoup à dire, peut-être tout à dire et en marquant bien des différences de qualité et d'état entre les splendeurs, souvent contestables, de Versailles et celles plus contestables encore et infiniment plus fragiles du Paris impérial — car elles le furent faute de temps sans doute mais aussi faute de goût. Louis XIV avait du goût, Napoléon n'en avait pas, n'ayant que trop tendance à confondre l'ordre militaire et l'alignement des bataillons avec l'ordre architectural et l'alignement des bâtiments. Le siècle de Louis XIV s'inscrit dans un règne qui fut plus que demi-séculaire, celui de Napoléon dans un bref intermède de trois lustres à peine, et ce qui manqua le plus à Bonaparte, en toutes ses entreprises, fut l'appoint du temps sans lequel rien ne se construit de solide, de durable et de vrai. Il lui manqua aussi, facteur plus essentiel encore, le soubassement de la tradition, aussi bien cette tradition monarchique de l'ancienne France, qui conditionnait ses réussites et sa véritable grandeur, que cette tradition nationale qui est le ressort essentiel et profond d'une

société, d'une culture, d'une civilisation dont elle anime et justifie toutes les créations et tous les développements. Soldat de la Révolution, dont il liquida les séquelles tout en affermissant certaines conquêtes, mais en compromettant définitivement certaines autres, voire en les abolissant à jamais, Napoléon qui ne voulut pas se satisfaire du rôle, plus obscur mais qui eût pu être plus efficace, de restaurateur d'un ordre bouleversé et ne demandant qu'à revivre, Napoléon qui prétendit créer un ordre nouveau en s'affirmant comme le premier de sa race, Napoléon voué au tragique dénouement d'une aventure sans issue, Napoléon fut en art comme en amour un homme harcelé, distrait, toujours pressé de conclure, en perpétuelle représentation, n'ayant ni le temps de vivre, ni celui d'être attentif à la vie.

VIEIRA DA SILVA

Rétrospectives.

J'ai commis, à propos de Vieira da Silva et d'une de ses précédentes expositions un article lyrique qui n'était pas dans ma manière habituelle, ayant toujours préféré la litote à l'hyperbole (1). Cet article répondait, cependant, à une sincère admiration pour une artiste originale, toujours inventive, toujours sensible et qui a su conquérir la plus large audience. La rétrospective que vient de lui consacrer notre Musée d'Art moderne — réunissant 87 peintures et gouaches de diverses époques, prêtées par quelques musées et grandes collections françaises et étrangères, et à laquelle succèdent deux autres manifestations : à la Galerie Jeanne Bucher et à la Galerie Jacob, l'une d'œuvres récentes, l'autre portant sur des gouaches de petits formats s'échelonnant de 1945 à 1967, — ne pouvait que renforcer, en le confirmant

(1) Réf. in « Défense de l'Occident », n° 39, 1964.

le sentiment que m'inspirèrent très tôt la personnalité si attachante et le talent si subtil de Maria Helena Vieira da Silva.

Portugaise d'origine, nourrie des leçons et impressions reçues en cette terre lusitanienne, promontoire de l'Occident, qui l'a marquée d'une ineffaçable empreinte, Vieira da Silva en est très certainement le plus grand artiste vivant, bien que devenue française d'adoption, et travaillant à Paris dès 1928, où elle reçut les leçons de Bourdelle et de Despiau, puis ayant abandonné la sculpture pour la peinture, celles de Dufresne, de Waroquier et de Friesz, qui étaient, il faut bien le dire, d'assez bons maîtres.

Elle ne les a ni trahis ni déçus, bien que très tôt elle ait su trouver sa propre voie, s'engageant dans un art de transposition du réel, alimenté par ses rêves et qu'elle n'ait cessé de se renouveler sans feinte originalité comme sans vaine gageure. On a tenté de lui accoler bien des épithètes, et le plus singulier peut-être en cette réussite, c'est qu'elle ait été cautionnée par les critiques aux tendances les plus contradictoires, en fonction des esthétiques les plus divergentes, voire les plus contestables, chacun la prenant comme justification.

En fait, Vieira da Silva échappe à toutes ces catégories et à toutes ces mises en coupe réglée, opérées par des chroniqueurs en mal de terminologie. Elle leur échappe par la spontanéité de ses dons d'expression, par sa vision onirique d'un univers qu'elle recrée sans prétendre s'en évader. Et pour m'en tenir à quelques propositions, que je considère comme indiscutables, l'œuvre de Vieira da Silva me paraît répondre à un triple critère. — Elle ne cède à aucun maniérisme et il serait difficile de la rattacher à aucun grand nom de l'art contemporain. N'imitant personne, elle ne s'imité pas davantage elle-même et chacune de ses œuvres se propose à nous comme un témoignage objectif. — Son œuvre n'est ni décorative, ni illustrative et procède d'un moyen d'expression indépendant, celui sur lequel se fonde la peinture

de chevalet. — Bien que toujours diverse et constamment renouvelée, Vieira da Silva n'en reste pas moins personnelle, telle qu'au départ elle possédait déjà sa morphologie et sa syntaxe et qu'on peut sans inconvénient rapprocher ses peintures de 1935 de celles de 1969 ; c'est le même langage et la même voix, modulant sur des thèmes analogues des variations toujours distinctes.

Lorsqu'après avoir vu la rétrospective du Musée d'Art Moderne, j'avais noté ces quelques réflexions, les deux expositions complémentaires de la Galerie Jeanne Bucher et de la Galerie Jacob n'étaient pas encore ouvertes. La première devait nous offrir un ensemble d'œuvres récentes, réalisées sur toile ou sur papier à la tempera, au fusain et à l'huile, qui me sont apparues plutôt comme études en forme d'esquisse que comme œuvres achevées. On peut les considérer telles des sténographies, nous livrant à l'état spontané les recherches et les acheminements de l'artiste aux prises avec ses thèmes obsessionnels. Elles ont une sorte d'herméticité qui risque de rebuter ou de prévenir l'amateur non initié.

Par contre, l'ensemble plus discret des gouaches de diverses époques, et toutes de format restreint, de la Galerie Jacob est à la fois plus séduisant, plus significatif de l'art délicat, hypersensible de Vieira da Silva ; il nous livre, si on peut dire, l'essence même de son Œuvre, dans ce qu'il a de plus intime.

La Galerie Jeanne Bucher a édité, avec son goût et son soin coutumiers, une précieuse plaquette, reproduisant en héliotypie les trente pièces qu'elle expose, sous ce titre « *Les irrésolutions résolues* », faisant précéder l'album de deux textes épigraphiques : l'un emprunté à Descartes et à son « *Traité des Passions de l'âme* » ; le second, très contemporain, écrit pour l'artiste par Michel Butor, « *Ressac* », prose rythmée en forme de poème dédicatoire, qui m'inclinerait à pardonner à l'écrivain ses très littéraires et très arbitraires complaisances pour l'œuvre si contestable de Mondrian.

F.-H. LEM.

Le quatrième centenaire de Lépante

I. — *Bienfaits et trophées d'une Victoire.*

L'annonce, voici deux ans, de la commémoration en 1971 du Quatrième Centenaire de la Bataille de Lépante fut accueillie, pourquoi le cacherions-nous ? avec des sentiments dans l'ensemble mitigés. C'est ainsi qu'on nous objecta que c'était s'y prendre bien à l'avance lorsqu'il s'agissait de rappeler aux foules un événement dont elles ont perdu jusqu'au souvenir. Quelques articles de-ci de-là, quasiment d'éphémérides, voire un débat télévisé entre historiens-maison auraient, de l'avis le plus général, largement fait l'affaire.

Certes, la victoire de Lépante n'évoque plus aujourd'hui aux yeux du grand public une de ces dates-jalons sur lesquelles les manuels d'Histoire ont coutume de mettre l'accent. Ne serait-ce point parce que ce nom-là, par tout ce qu'il rappelle, résonne comme un outrage délibéré à ce Tiers-Monde présentement le cher objet de tant de sollicitudes ? Et puis, aussi, n'évoque-t-il pas une prime Sainte-Alliance des Trônes et de l'Autel, cette abomination de la Désolation ?... C'est ainsi qu'est escamoté des tiroirs des connaissances les plus élémentaires du Français Moyen un événement dont découle pour une bonne part toute l'Histoire Contemporaine.

Peut-on, en effet, honnêtement nier que le service rendu à Lépante par Don Juan d'Autriche à notre Occident Chrétien s'aligne dans la stricte parallèle de celui que, huit siècles auparavant, Charles-Martel lui rendit à la Bataille de Poitiers ?

Nous savons bien que, depuis Voltaire, une séquelle de détracteurs de la Victoire de Lépante la déclarent finalement stérile. Serait-ce parce que les galères chrétiennes victorieuses ne foncèrent pas dans leur lancée sur Constantinople pour y restaurer les Paléologues ? A ce compte-là Charles Martel n'aurait remporté qu'un triomphe dérisoire. Dans toute la mesure où il n'aurait pas refoulé la cavalerie arabe dans ce Maghreb d'où elle avait déferlé sur l'Ibérie et sur l'Aquitaine. Et puis raisonner de la sorte c'est tenir pour nul et non avvenu l'écrasement total et définitif de la suprématie d'une Marine turque, qui si longtemps avant terrorisé les nations riveraines de la Méditerranée. Là réside le glorieux, l'éternel bienfait de Don Juan d'Autriche et de ses armées.

On sait que Cervantes « l'immortel manchot de Lépante fut blessé grièvement et plusieurs fois dans cette bataille et que, lorsqu'étant remis sur pied il voulut rentrer en Espagne le vaisseau où il se trouvait fut capturé en haute mer par un corsaire barbaresque. Moyennant quoi il subit cinq années durant à Alger, la plus dure des captivités. Or voici en quels termes il nous parle d'une bataille qui avait été sienne : « *Cette immortelle journée, nous dit-il, brisa l'orgueil ottoman et détrompa l'univers qui croyait les flottes turques invincibles* ». Et de surenchérir dans un autre texte sur cette bataille qu'il appelle « *la mas alta ocasion que vieron los siglos passados, los presentes ni esperan ver los venidores* ». Que l'on médite aussi ce jugement de Joseph de Maistre : *Ceux qui disent que les Croisades ne furent pour les papes que des guerres de dévotion n'ont pas lu apparemment le discours d'Urban II au Concile de Clermont. Jamais les Papes n'ont fermé les yeux sur le mahométanisme jusqu'à ce qu'il se soit endormi lui-même de ce sommeil léthargique qui nous a tranquilisés pour toujours. Mais il est bien remarquable*

que le dernier coup, le coup décisif, lui fut porté par la main d'un Pape.

Le jugement du vicomte de Bonald n'était ni moins péremptoire ni moins fondé. *Cette journée glorieuse pour les Chrétiens fut l'époque de la décadence des Turcs. Elle leur coûta plus que des hommes et des vaisseaux dont on répare la perte, car ils y perdirent cette puissance d'opinion qui fait la principale puissance des peuples conquérants, puissance qu'on acquiert une fois et qu'on ne recouvre jamais ».*

Voilà donc comment et pourquoi, il semblait aux yeux de M. de Voltaire que « les Turcs eussent gagné la bataille de Lépante ».

Pourtant cette rage de dénigrement d'un si manifeste bienfait trouve sa source dans une onde combien impure dans son apparente limpidité qui s'est faite torrent et a partout déferlé jusque dans tels séminaires et telles sacristies. Elle réside dans cette condamnation sans appel de l'esprit même des croisades pourtant prêchées jadis par tant de papes et de saints ! D'où cette rage à traîner dans la plus visqueuse des boues ces « gestas Dei per francos » dont s'enorgueillissaient si légitimement nos pères. Elles auraient été sous le couvert d'une Foi dévoyée et qui ne procédait que du pur fanatisme. Bref de simples entreprises d'effrénés pillages. Bref les tristes exploits d'un proto-colonialisme. Certes un inévitable élément d'« homéride » se mélangea trop souvent aux plus chevaleresques enthousiasmes, parce qu'il en va ainsi dans toutes les invasions et conquêtes, éternels prétextes à défoulements collectifs dans le partage de butin. Et telles armées en des temps moins lointains ne se comportèrent-elles pas d'aussi soldatesque façon, sur quoi les historiens glissent volontiers.

On connaît de longue date les instigateurs de cette mise à l'encan du patrimoine le plus glorieux de l'Occident Chrétien. Ce furent, du fond des loges ceux-là qui se drapant indûment des oripeaux de la chevalerie templière, s'érigèrent en éternels vengeurs des victimes de Philippe le Bel et de la Papauté. Mais ce qui est proprement

impensable c'est bien que des clercs aberrants leur fassent chorus, les mêmes qui relèguent dans les placards de sacristie en attendant la camionnette du brocanteur les effigies saint sulpiciennes de Jeanne d'Arc et de Saint Louis.

Mais *quid*, nous souffle-t-on, de la décision du Saint-Père de rendre au Turcs les trophées conquis par les croisés de Lépante. Ne fut-elle pas pour beaucoup dans cette initiative que vous souhaitez spectaculaire ?

Notre réponse sur ce point sera d'une orthodoxie sans faille... Les décisions, inabrogeables du Concile du Vatican — celui, il va sans dire de 1870 — nous sont intrinsèquement lettres de foi.

Ainsi le Saint-Père est infaillible dans l'exercice de son Souverain Magistère lequel est, de sa nature Dogmatique. En ce qui regarde la Pastorale et ses incidences inévitablement circonstanciées il peut arriver que telles de ses initiatives soient discutables encore qu'elles doivent être accueillies sinon dans la pleine soumission de l'esprit du moins avec le respect qui s'attache à sa personne entre toutes vénérables. Ainsi, sauf erreur manifestement pernicieuse le non assentiment ne saurait se concevoir que feutré.

Etrangeté des choses : ce serait à partir de ce prime concile du Vatican dont les définitions dogmatiques sont présentement sapées par les ténors de l'esprit prétendu post-conciliaire que toutes prises de positions temporelles du Saint-Père seraient devenues au-dessus de la moindre réserve des fidèles ! Que de clercs éminents, que de saints aussi ont jadis prodigués à des pontifes qui extravaguaient de véhémentes objurgations ! Que d'erreurs, voire pire ont été et sont encore imputées à de tels pontifes par les plus hautes instances de la hiérarchie et par les théologiens les mieux patentés !

Ainsi les fidèles ont incontestablement le droit d'estimer inopportun le geste de Paul VI rendant aux Turcs les drapeaux teints du sang des croisés et conquis de haute lutte dans leur éclatante victoire. Et que Crillon — oui notre « brave Crillon » — encore mal guéri de ses blessures était venu jeter aux pieds de Saint Pie V.

On peut néanmoins considérer qu'il y eut un acte de charité pure — et qui ne comportait pourtant rien d'humiliant pour celui qui en bénéficia — dans cette restitution de trophées qui, depuis des siècles, n'étaient glorieux que pour ceux qui s'en étaient emparés. Et qui dès qu'ils étaient rétrocédés à leurs anciens possesseurs n'étaient plus bons qu'à reposer dans quelque vitrine d'un Musée. Mais non, comme on en voit dans la chapelle des Invalides, à être déployés aux cimaises des temples de la Gloire.

Aussi bien tout prête à croire que le geste de Paul VI répondait à un souhait exprimé et qui aurait eu d'heureuses conséquences sur l'évolution des rapports entre la Turquie et l'Eglise. Il se peut, du reste, que l'optique des Turcs à ce sujet diverge du tout au tout de la nôtre. La décision, en tout cas, de commémorer dignement le quatrième centenaire d'une éclatante victoire de la Chrétienté ne procéda en rien d'une velléité de remontrance.

INVITATION

Nous vous informons qu'une messe sera dite à la mémoire du

Comte BERNADOTTE

et des victimes du terrorisme Sioniste
Le Samedi 29 novembre 1969, à 10 heures
en l'église SAINT AUGUSTIN à PARIS

La partie musicale sera assurée par la chorale de Saint Augustin.

Nous serions heureux que vous y participiez ainsi que vos amis et connaissances.

Nous vous rappelons que le Comte BERNADOTTE, délégué à l'O.N.U. est mort assassiné par les terroristes sionistes alors qu'il tentait par sa médiation d'établir la paix au Moyen-Orient.

Faut-il détester Pompidou ?

En dépit des apparences, j'aime beaucoup être de l'avis de mes amis. Je voudrais que l'opposition qui rejette le régime actuel soit unanime pour désigner les hommes dont il faut se détourner avec horreur et ceux qu'on peut cependant tolérer. Et quand on me dit qu'il faut détester Georges Pompidou, je voudrais bien détester Georges Pompidou et souffler dans ma petite trompette avec la clique de l'opposition. Mais je n'arrive pas à détester Georges Pompidou. Je m'en excuse et j'en suis confus. Je sens que ce n'est pas bien. Mais, que voulez-vous, le cœur n'y est pas ; et, ce qui est plus grave, la raison n'y est pas non plus.

Je comprends qu'il faut que je m'explique sur cette atonie déplorable à l'égard d'un personnage officiel, inappétence que j'aggrave en affirmant qu'elle ne vient pas d'une fatigue passagère ou d'une sclérose intermittente des artères du cerveau.

On disait autrefois : « Le roi est mort ! Vive le roi ! ». Ce cri dit bien ce qu'il veut dire : la monarchie ne subit pas d'interruption. A la mort du roi, on reporte sur le nouveau roi le capital d'amour, d'obéissance, de respect filial qu'on avait pour le feu roi, et qui est dû, non à telle ou telle personne royale, mais à la couronne elle-même. L'opposition, qui n'est plus guère monarchiste, l'est pourtant en cette circonstance. Mais ce qu'elle reporte, c'est de la haine. Quand le successeur apparaît, elle se pique d'avoir à son égard les mêmes sentiments qu'elle avait pour le prédécesseur qu'elle détestait. Rien n'est changé, sauf le portrait dans les mairies. Alors elle tourne

ses tromblons aveuglément vers celui qui succède, en oubliant qu'il y a un autre proverbe, qui n'est pas le proverbe de la monarchie, mais le proverbe de l'action : « Morte la bête, mort le venin ».

Ceux qui s'indignent de ne pas nous voir entonner cette antienne et qui nous accusent d'une coupable neutralité à l'égard de Georges Pompidou en se demandant pourquoi nous ne sommes pas des adversaires résolus de ce délégué des monopoles, me semblent confondre deux lignes de pensée qu'il faut soigneusement séparer en politique, sous peine de dire beaucoup de sottises et de galoper dans les nuages.

S'il s'agit de définir les grandes lignes de la réforme morale à laquelle nous aspirons et celles d'une hiérarchie justicialiste fondée sur le désintéressement et l'énergie, nous considérons en effet comme parfaitement étrangers à nous-mêmes non seulement Georges Pompidou, mais tout ce qu'il représente. En ce sens nous sommes, et beaucoup plus profondément que ceux qui nous reprochent notre neutralité, des adversaires de Georges Pompidou. Mais nous sommes également, au même titre et pour les mêmes raisons, les adversaires du « bon président Poher », lequel ne représente pas autre chose dans une autre partie de l'hémicycle que la routine et les impuissances d'une société purement mercantile. Nous sommes donc, sur le plan des principes, les adversaires de l'un comme de l'autre, et, non seulement de l'un et de l'autre, mais encore de tous les honorables élus qui siègent actuellement sur les bancs de la Chambre au nom du suffrage universel.

Mais cette position de principe n'est qu'une des lignes sur lesquelles s'établit une position politique. A côté de ces principes qui commandent notre action à distance, il y a la tactique qui détermine les options journalières. Or, en ce domaine, l'attitude que certains voudraient nous voir adopter nous paraît intempestive et contraire à toute action féconde à longue échéance.

En nous invitant à soutenir l'action très problématique que mènent les amis de M. Alain Poher, on nous invite à collaborer à l'avènement d'une situation politique qui ne peut déboucher que sur la dissolution de l'Assemblée Nationale. Or, pour nous et pour tous ceux qui placent dans l'avenir les mêmes espérances, la conjoncture la plus funeste qui puisse se présenter est l'instauration d'un gouvernement de Front Populaire, dans lequel nécessairement les communistes auraient un rôle important. Nous raisonnerions autrement si l'opposition qu'on appelle nationale pouvait réunir aujourd'hui deux cent mille hommes sûrs et organisés capables de prendre les armes avec résolution et de s'emparer des leviers de commande en cas de crise. La politique du pire ne doit pas faire peur dans cette circonstance parce qu'elle est payante. Mais, à l'heure actuelle, les effectifs sur lesquels nous pouvons compter pour l'action sont à la fois squelettiques et inorganisés. Ils sont absolument incapables de faire face aux forces qui existent dans les autres camps. Nous avons donc besoin de temps pour créer une mystique de l'opposition, des troupes de l'opposition, une puissance de l'opposition. Or, cette longue et difficile reconstitution peut se faire à l'abri d'un régime de gérance appuyé sur un électorat de droite, elle serait au contraire impossible sous un gouvernement de Front Populaire dominé par le Parti Communiste. Puisque nous sommes incapables d'intervenir dans la vie politique réelle du pays, nous croyons donc que l'opposition, dans la mesure où elle peut influencer quelques bulletins de vote, a intérêt à favoriser une structure qui permet sa reconstitution et à écarter au contraire les solutions politiques qui la rendraient plus difficile.

La politique négative et purement sentimentale qui nous a amenés à préférer n'importe quoi à la présence du général de Gaulle au pouvoir avait sa source dans le mensonge historique que celui-ci représentait et dans le danger permanent pour la nation que constituait la présence à la tête de l'Etat d'un homme

qui avait été un traître dans le passé et qui était un déséquilibré dans le présent. Nous n'avons aucun reproche de ce genre à adresser à Georges Pompidou qui ne prétend pas représenter à l'Elysée une certaine métaphysique de l'histoire. Le report de haine qu'on nous demande de faire sur sa tête ne repose sur aucun principe auquel l'honneur ou la raison nous fassent un devoir de nous rallier. Ce report est un pur réflexe sentimental, il relève d'une mécanique de l'exécration à laquelle beaucoup de gens se laissent aller parce qu'il est plus facile d'insulter que de réfléchir. Je ne demande à personne d'applaudir Georges Pompidou et de se déclarer solidaire d'un gouvernement dont nous ne connaissons pas bien les méthodes et dont nous ne pouvons pas encore prévoir le résultat. Mais je refuse de m'enfermer avec quelques autres dans une attitude préconçue d'hostilité systématique.

Rien ne me rapproche spécialement de Georges Pompidou. Je veux bien le combattre un jour, et il est possible que je le combatte un jour, mais en raison de ce qu'il aura fait ou de ce qu'il n'aura pas fait, et non en raison de ce qu'il est. Si la bêtise et l'insensibilité des technocrates l'emportent, si l'ordre mercantile doit être définitivement la seule puissance régnante, si Georges Pompidou n'a ni volonté ni programme ou s'il a une volonté et un programme qui écrasent ce qui me paraît essentiel, alors je serai, certes, l'adversaire de Georges Pompidou. Mais je ne le serai pas sur sa mine. Je saurai pourquoi je le suis. Pour l'instant, je préfère le voir à l'Elysée plutôt que d'y voir M. Waldeck Rochet ou Jacques Duclos. Entre autres raisons, pour celle-ci : c'est qu'après le passage de Georges Pompidou à l'Elysée il y aura toujours plusieurs avenir possibles, tandis qu'il n'y en aura aucun pour personne après le passage de M. Waldeck Rochet ou de M. Jacques Duclos.

M. B.

VIENT DE PARAÎTRE

François d'ERCE

**VIE
d'UN 13^e CÉSAR**

L'historien latin Suétone a écrit un ouvrage célèbre : **VIES DES 12 CESARS**, qui raconte l'histoire des empereurs sanglants qui succédèrent à Auguste.

François d'Erce imagine sous le nom de Suétone et dans son style une **VIE D'UN 13^e CESAR** dans laquelle il décrit, à la manière de l'auteur latin, la carrière politique du général de Gaule.

Cet amusant pastiche, illustré par Pinatel présente, sous une forme littéraire plaisante, un résumé des événements sur lesquels est fondée une des réputations les plus usurpées de l'histoire.

Beaucoup de nos lecteurs voudront connaître sans doute ce petit livre caustique et impitoyable.

Le volume relié, 100 pages, in-16, tirage limité .. 18 F franco

Adresser les commandes à :

J.-C. FAUR, 13, rue des Montibœufs, Paris (20^e)

C.C.P. ; 30.127-15 La Source

ou

à DEFENSE DE L'OCCIDENT,

13, rue des Montibœufs, Paris (20^e) - C.C.P. 6535-65 Paris

Le gérant : Maurice BARDECHE

Imprimerie H. Dévé et Cie, Evreux — N° d'imprimeur : 924

- UN ANTIBOLCHEVISME FAROUCHE...
- UN ANTIGAULLISME FEROCÉ...
- UNE EQUIPE JEUNE ET DYNAMIQUE...

L'ELITE EUROPÉENNE

« Mensuel à la pointe du combat nationaliste et populaire »

Ecrivez **TOUS** dès aujourd'hui pour recevoir un spécimen gratuit de l'Elite Européenne, 62, rue de Ponthieu, Paris (8^e)

JOSEPH DE MAISTRE ET LA CONTRE-REVOLUTION

Etonnante figure que celle de M. de Maistre, philosophe et franc-maçon, découvrant les conséquences des idées néfastes qu'il professait, se mettant à repenser tout le problème religieux et politique et concluant à la Contre-Révolution.

Une vie passionnante en ce début troublé du XIX^e siècle, une doctrine d'une extraordinaire rigueur logique et d'une surprenante actualité. C'est tout cela que M. Jacques Ploncard d'Assac a admirablement mis en évidence dans son **Joseph de Maistre** qui forme le premier volume de la grande réédition des Maîtres de la Pensée contre-révolutionnaire qu'il entreprend sous le titre général d'**Enquête sur le nationalisme**.

Editions de la Société de Philosophie politique. Commandes à M. Henri Marin, 73 - Chamousset. Un vol. 240 p. 15 F.

CREATION DE LA « SOCIETE NIETZSCHE »

à l'occasion du 125^e anniversaire de la naissance du philosophe

Frédéric NIETZSCHE naquit le 15 octobre 1844. C'est le 15 octobre 1969, pour célébrer le 125^e anniversaire de cette naissance, qu'a été fondée la « SOCIETE NIETZSCHE », association dont l'objet est de travailler à une plus grande diffusion et à une meilleure connaissance de l'œuvre du grand philosophe. Cette société (dont la création accompagne opportunément la publication des œuvres complètes de Frédéric Nietzsche entreprise par la Librairie Gallimard) est ouverte à tous les esprits libres et entend se réserver à des travaux strictement philosophiques et littéraires. Elle organisera à Paris des conférences et causeries-débats auxquels seront invités à participer les écrivains modernes se reconnaissant sur quelque point une affinité avec Nietzsche ou ayant consacré des écrits à l'analyse critique de la pensée nietzschéenne. L'association publiera également un bulletin périodique.

Pour être tenu au courant des activités de la « SOCIETE NIETZSCHE », il suffit d'envoyer son nom et adresse à la Secrétaire Générale : M^{me} J. Pieuchot, 19, avenue du Général-Leclerc, Paris (14^e).

Parution fin novembre

Thomas MOLNAR

Professeur à l'Université de New-York

SARTRE

philosophe de la contestation

Une pénétrante étude, très complète par son information et très objective de ton, la meilleure présentation qui existe actuellement de la pensée de Sartre : elle en montre parfaitement le caractère passionnel, les prémices contre nature et les inévitables aboutissements idéologiques qui font de Sartre, malgré son désir d'indépendance, un satellite de la pensée marxiste.

Un volume in-16 Jésus de 240 pages 18 F

(Edition originale numéro sur Alfa 45 F)

LES SEPT COULEURS

68, rue de Vaugirard, Paris (6^e) - C.C.P. 2182-19 Paris